

mann, Steiner Rudolf, Suter, Theubet, Tschopp, Tschuppert Karl, Vetterli, Wanner, Wick, Wiederkehr, Wittenwiler, Wyss Paul, Wyss William, Zölch (11)

*Für den Antrag der Kommission stimmen:*

*Votent pour la proposition de la commission:*

Aguet, Bär, Baumann, Bäumlín, Bodenmann, Borel François, Brügger Cyrill, Brunner Christiane, Bühlmann, Bundi, Carobio, Caspar-Hutter, Chevallaz, Danuser, de Dardel, Diener, Dormann, Dünki, Duvoisin, Eggenberger, Eggly, Fankhauser, Fasel, von Felten, Gardiol, Goll, Gonseth, Gros Jean-Michel, Gross Andreas, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Hämmerle, Herczog, Hollenstein, Hubacher, Jaeger, Jeanprêtre, Jöri, Ledergerber, Leemann, Lepori Bonetti, Leuenberger Ernst, Leuenberger Moritz, Mamie, Marti Werner, Matthey, Mauch Ursula, Meier Hans, Meyer Theo, Misteli, Poncet, Rebeaud, Rechsteiner, Robert, Ruffy, Savary, Schmid Peter, Seiler Rolf, Sieber, Spielmann, Steiger Hans, Strahm Rudolf, Thür, Tschäppät Alexander, Vollmer, Weder Hansjürg, Zbinden, Zisyadis, Züger, Zwygart (71)

*Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:*

Grendelmeier, Pini (2)

*Abwesend sind – Sont absents:*

Béguelin, Cavadini Adriano, David, Friderici Charles, Maitre, Mauch Rolf, Pidoux, Scherrer Werner, Seiler Hanspeter, Spoerry, Stamm Judith, Steffen, Stucky, Ziegler Jean, Zwahlen (15)

*Präsidentin, stimmt nicht – Présidente, ne vote pas:*

Haller (1)

#### **Art. 93 Abs. 2**

*Antrag der Kommission*  
Festhalten

#### **Art. 93 al. 2**

*Proposition de la commission*  
Maintenir

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 98**

*Antrag der Kommission*  
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates  
*Proposition de la commission*  
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

*An die Einigungskonferenz – A la Conférence de conciliation*

Sammeltitel – Titre collectif

## **Sprachliche Verständigung Compréhension linguistique**

92.083

### **Verbesserung der Verständigung zwischen den Sprachgebieten Amélioration de la compréhension entre les différentes régions linguistiques**

Bericht der Verständigungskommissionen des Nationalrates und des Ständerates vom 22. Oktober 1993 (BBl 1994 I 17)  
Rapport des Commissions de la compréhension du Conseil national et du Conseil des Etats du 22 octobre 1993 (FF 1994 I 19)

Beschluss des Ständerates vom 14. Dezember 1993  
Décision du Conseil des Etats du 14 décembre 1993

Kategorie II, Art. 68 GRN – Catégorie II, art. 68 RCN

*Antrag der Kommission*

Kenntnisnahme vom Bericht  
*Proposition de la commission*  
Prendre acte du rapport

**Leuba** Jean-François (L, VD), rapporteur: Le rapport imprimé que vous avez entre les mains relate, sans entrer dans les détails, les idées fortes qui se sont dégagées au cours des six séances de la commission du Conseil national et du nombre à peu près égal des séances de la commission du Conseil des Etats, puis pendant une séance commune, au cours de laquelle nous avons arrêté les recommandations et propositions qui vous sont soumises.

Comme vous avez le rapport imprimé, il ne me paraît guère utile de le paraphraser, puisque, contrairement à ce qui se passe avec un rapport du Conseil fédéral, le rapport lui-même est censé relater les positions unanimes ou majoritaires de votre commission.

Je me contenterai donc de mettre assez brièvement l'accent sur quelques points qui me paraissent fondamentaux.

1. Bien que la tendance en ait été très forte, surtout au début de nos travaux, nous nous sommes efforcés de ne pas rouvrir le débat sur l'EEE. En commission se trouvait une majorité de membres favorables à l'adhésion, et une minorité qui lui était opposée. Il ne s'agissait pas, dès lors, de chercher les moyens de convaincre ces derniers qu'ils s'étaient trompés, ce qui aurait été d'ailleurs vain, mais de constater simplement – ce qui a été mis en évidence dans le rapport – que le 6 décembre 1992 a agi essentiellement comme révélateur d'un phénomène qui existe peut-être depuis que la Suisse moderne existe, en tout cas à travers tout le XXe siècle.

Nous souhaitons que la discussion d'aujourd'hui ne soit pas la répétition d'un débat sur la position de la Suisse en Europe – nous en avons d'ailleurs parlé la semaine dernière –, mais se concentre sur les moyens de permettre aux Suisses des différentes cultures de resserrer des liens qui traduisent leur volonté de vivre ensemble.

2. Nous avons rejeté catégoriquement l'expression de «Röstigraben», qui tient davantage du slogan que de la réflexion profonde, et qui révèle surtout une grande superficialité dans l'approche de ce problème. Nous lui avons préféré celle de «différence culturelle» ou de «différence de sensibilité». En revanche, il nous paraît parfaitement erroné de nier l'existence de ces différences. Samedi, j'entendais un Tessinois qui s'exprimait devant une assemblée romande et qui disait: il n'y a pas davantage de «Röstigraben» que de «Polentagra-

ben». Il me faisait penser aux formules «circulez, il n'y a rien à voir», ou bien «tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil».

La commission s'est absolument refusée à tomber dans ce travers. Elle a préféré rechercher les différences culturelles et politiques entre la Suisse alémanique et la Suisse romande, qui ont été trop souvent mises en évidence par les écrivains pour qu'on puisse les nier. On ne sert en rien la compréhension en masquant le problème. Il faut au contraire le mettre en évidence et rechercher les moyens de le résoudre ou, en tout cas, d'en atténuer les effets pour que nous puissions vivre politiquement ensemble d'une manière harmonieuse.

3. J'aimerais attirer votre attention sur le tableau qui figure en page 5 du rapport, soit sur le nombre de résultats cantonaux divergents dans les votations fédérales de 1978 à 1987. On ne peut pas croire que c'est un hasard si, parmi les 8 cantons dont la voix a le plus souvent été majorisée, se trouvent 5 cantons romands plus Bâle-Ville et le Tessin. On en tire logiquement la conclusion que la différence culturelle ou linguistique a des effets dans le domaine politique. Jusqu'à ce jour, le fédéralisme a évité à la Suisse des problèmes de minorité comme en connaissent d'autres pays.

Ce qui est inquiétant dans la statistique susmentionnée, c'est qu'elle tend à démontrer qu'il pourrait se faire un front romand et un front alémanique. Compte tenu des rapports arithmétiques des forces, les Romands auraient alors l'impression de ne plus être maîtres de leur destin, ou en tout cas de se voir imposer par la majorité alémanique des solutions qu'ils repoussent majoritairement. Le progrès technique, les brassages de population, la facilité des déplacements et les économies d'échelle poussent à la centralisation. Il y a là un danger. A notre avis, notre responsabilité politique est de bien distinguer ce qu'il est indispensable de faire en commun de ce qui peut, sans inconvénient majeur, être laissé au choix des cantons. Ce n'est pas une chose facile. L'homme, et le juriste en particulier, tend à imposer la solution qu'il croit bonne à l'ensemble du pays. L'esprit de géométrie apparaît souvent comme plus satisfaisant que l'esprit de finesse, mais il faut constamment se souvenir que la paix confédérale tient aussi au fait qu'il ne faut pas faire le bonheur des autres confédérés contre leur gré, même si ce bonheur nous tient à coeur.

4. Notre commission s'est longuement occupée du problème linguistique. Je renvoie ici au chiffre 5 du rapport. J'aimerais simplement souligner que la commission nous a chargé de protester publiquement auprès de la SSR pour l'émission de télévision qui a eu lieu le 20 février dernier à l'issue de la votation sur l'initiative des Alpes, et qui éclaire assez bien le débat. Selon le récit qui nous en a été fait, on a d'abord entendu à la télévision alémanique un débat entre les quatre présidents des partis gouvernementaux, débat qui s'est déroulé en dialecte. Outre que les dialectes uranais, haut-valaisan, appenzellois et grison ne sont pas forcément d'accès facile pour les oreilles romandes ou tessinoises, un de nos collègues a fait remarquer, justement selon nous, qu'il avait le droit de comprendre ce que disait le président de son parti lorsqu'il s'exprimait sur le résultat d'une votation fédérale.

J'ajoute à titre personnel que si je suis volontiers un débat politique sur la chaîne alémanique lorsqu'il a lieu en allemand, je change rapidement lorsque ce débat se déroule en dialecte. Mais le comble a été atteint lorsque, à la fin de ce débat, on a demandé à M. Günther Topmann, vice-président de la Commission des transports du Parlement européen, ce qu'il en pensait. Notre commission a trouvé choquant que l'on parle le dialecte devant un ressortissant allemand, ou devant n'importe quel autre étranger d'ailleurs, alors que de toute évidence il ne comprend qu'imparfaitement cet idiome. Ce n'est pas seulement le bon sens, mais la simple bienséance qui a été violée.

5. Un des points fort intéressants de notre discussion a été la comparaison des relations que les Romands entretiennent avec la France, d'une part, et celles que les Alémaniques ont avec l'Allemagne, d'autre part. Les relations des Romands avec la France peuvent être qualifiées de tout à fait paisibles. Jamais les Romands ne se sont senti menacés par une quelconque volonté hégémonique française. Depuis la Révolution

française, la France n'a jamais émis de prétention territoriale sur la Suisse, et elle doit au contraire à Napoléon l'Acte de médiation qui est le lointain fondement de la Suisse moderne, plaçant pour la première fois sur pied d'égalité des cantons francophones et germanophones. Si donc les Romands se tournent naturellement vers la France, et surtout vers Paris pour tout ce qui touche la langue et la culture, s'ils regardent au moins autant les télévisions françaises que les chaînes suisses, ils ne se sentent aucune affinité avec les moeurs politiques françaises, de telle sorte qu'ils distinguent sereinement leur appartenance au monde culturel francophone de leur union politique avec les autres cantons suisses.

Tout autre est la position de nos compatriotes alémaniques à l'égard de l'Allemagne. Près de 50 ans après l'écroulement de la grande Allemagne et de ses rêves hégémoniques, l'Alémanique a encore une position très défensive à l'égard de son voisin du nord, sentiment qui s'est peut-être encore renforcé depuis la réunification. Naturellement influencée par les réalisations de cette grande nation qu'est l'Allemagne moderne, il se trouve en quelque sorte dans une relation ambiguë faite, à la fois, d'admiration, de volonté de mimétisme d'une part, mais aussi de volonté d'affirmer son indépendance et son particularisme comme rempart face à toute renaissance d'une volonté annexionniste.

A cela s'ajoute que les institutions politiques allemandes sont beaucoup plus proches des nôtres que les institutions politiques françaises. Il s'ensuit que la distinction naturelle en Suisse romande entre le culturel (français) et le politique (suisse) n'est nullement aussi sensible en Suisse alémanique. Les Romands de la commission ont été littéralement stupéfaits d'apprendre qu'un de leurs collègues alémaniques se sentait choqué de l'insistance des Romands à vouloir participer aux institutions de la francophonie, alors que pour eux cela ne représente aucune trahison quelconque de leur patriotisme helvétique. En revanche, les Romands ont de la peine à accepter les rencontres tripartites au niveau ministériel entre l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, car il s'agit là d'un domaine politique, dans lequel la Suisse n'a pas à rechercher des relations privilégiées avec ses seuls voisins germanophones.

6. Notre commission s'est demandé comment elle pouvait, pour respecter les formes de notre procédure parlementaire, formuler des propositions concrètes pour améliorer la compréhension entre les régions linguistiques. Elle s'est notamment heurtée à deux difficultés: d'une part, à côté des domaines propres de la Confédération, dans lesquels nous nous sentons libres d'intervenir directement, il y a les domaines qui relèvent de la compétence des cantons, notamment, ce qui est très important pour nos préoccupations, l'instruction publique et la culture, où nous ne pouvons que demander au Conseil fédéral de transmettre des vœux aux organes cantonaux compétents, puisqu'il est justement hautement souhaitable que la Confédération respecte ici précisément les compétences cantonales. A cela s'ajoutent encore les domaines qui relèvent du secteur privé ou d'organismes publics indépendants où ne pouvons qu'attirer l'attention des responsables en souhaitant qu'ils prennent en compte nos réflexions.

D'autre part, nous avons hésité à présenter 23 motions ou postulats, d'autant plus que manifestement les vœux que nous avons exprimés n'ont pas tous la même importance. La solution choisie a consisté dans la formulation de 23 propositions et recommandations approuvées par les commissions des deux Conseils; propositions et recommandations sanctionnées par une motion qui charge le Conseil fédéral non seulement d'accorder une attention toute particulière à la compréhension linguistique et régionale en Suisse, mais encore et surtout, soit de soumettre à l'Assemblée fédérale les modifications de lois nécessaires afin de concrétiser les propositions des commissions, soit de transmettre nos propositions aux cantons et aux organisations publiques et privées lorsque la compétence fédérale fait défaut. Par cette motion, le Conseil fédéral est en outre chargé de faire rapport, dans le cadre du rapport de gestion, sur le degré de réalisation de ces propositions. En adoptant la motion, vous donnerez ainsi directement votre appui aux 23 recommandations et propositions. J'ajoute

que c'est la raison pour laquelle l'amendement de minorité Grendelmeier a été transformé en postulat de manière à pouvoir être traité de cette manière selon les formes de notre procédure parlementaire.

En conclusion, nous aimerions encore adresser nos remerciements aux différents experts que nous avons entendus: MM. Jean-François Bergier et Wolf Linder, professeurs, M. Roger de Weck, rédacteur en chef du «Tages-Anzeiger», MM. Jean Cavadini et Peter Schmid, respectivement conseiller aux Etats et conseiller d'Etat. Ils nous ont largement éclairés pour l'accomplissement de notre mission. Nos remerciements vont également à M<sup>me</sup> Elisabeth Barben et M. Pierre-Hervé Freléchoz, secrétaires, qui ont accompli un travail remarquable, si nous osons en juger, dans la rédaction du rapport final.

Ensuite, nous aimerions souligner qu'au cours de nos travaux, la diversité culturelle de la Suisse est apparue à vos commissaires comme un enrichissement qui nous fait aimer davantage encore notre pays. Au terme de ce travail, nous pouvons constater que jamais durant nos travaux ne s'est même posée la question d'une séparation ou d'une division, mais au contraire s'est renforcée notre volonté de vivre ensemble. A nous, femmes et hommes de ce pays, de trouver les voies et moyens de le faire, harmonieusement, dans le respect de nos sensibilités culturelles et politiques.

**Grossenbacher Ruth (C, SO)**, Berichtstatterin: Wir stellen Ihnen den Bericht der Verständigungskommissionen des Ständerates und des Nationalrates vor. Wie ist es zu diesem Bericht gekommen?

Die EWR-Abstimmung vom 6. Dezember 1992 hat ganz klar zutage gebracht, was wir unterschwellig schon lange wussten: Die welsche Schweiz denkt und entscheidet in aussen- und verkehrspolitischen Fragen ganz anders als die deutsche Schweiz. Das war bei der Abstimmung zum Uno-Beitritt schon so. Das war am 20. Februar dieses Jahres (Alpen-Initiative) wieder der Fall.

Neu und im Ausmass erschreckend war aber, wie wenig gegenseitiges Verständnis für das Ja zum EWR auf der einen Seite und das Nein zum EWR auf der anderen Seite aufgebracht wurde. Zugegeben, es gab nach dem 6. Dezember 1992 noch andere Ja-Nein-Gräben: zum Beispiel zwischen den Deutschschweizer Kantonsregierungen und Politikern und dem Volk oder zwischen Stadt und Land. Aber am grössten war der Riss entlang der Sprachgrenze. Auf der Deutschschweizer Seite wurde gesagt – ich sage das bewusst plakativ –, die Romands sollten aufhören zu jammern und sich dem demokratisch gefassten Entscheid fügen. Umgekehrt hat es in der Romandie alles in allem wenig ernsthafte Versuche gegeben, die Haltung der Mehrzahl der Deutschschweizer zu erklären oder zumindest nachzuvollziehen. Kurz, es ging auf beiden Seiten der Sprachgrenze eher um Verurteilung als um Verständnis.

Diese Situation war nicht neu. Ich erinnere an die berühmte gewordene Rede Carl Spittellers während des Ersten Weltkrieges. Ich zitiere daraus: «Wir haben es dazu kommen lassen, dass .... zwischen dem deutsch sprechenden und dem französisch sprechenden Landesteil ein Stimmungsgegensatz entstanden ist. .... Also ich glaube, wir sollen uns um das Verhältnis zu unseren französisch sprechenden Eidgenossen freilich kümmern, und das Missverhältnis soll uns bekümmern. .... Dafür müssen wir müssen uns besser verstehen. Um uns aber besser verstehen zu können, müssen wir einander vor allem näher kennenlernen.»

Aus diesen Worten Spittellers – sie sind auch im Bericht erwähnt – lässt sich ableiten, dass das Problem nicht neu ist. Aus der Rede Spittellers lässt sich aber ebenfalls ableiten, dass wir einander, um uns besser verstehen zu können, besser kennenlernen müssen. Um dieses bessere Kennenlernen geht es im vorliegenden Bericht. Wichtig erscheint mir zu betonen, dass nicht das Ergebnis der EWR-Abstimmung der Grund war, diese Kommissionen einzusetzen, denn dann müssten wir uns zu Recht den Vorwurf gefallen lassen, wir, die Befürworter eines EWR-Beitritts, würden uns einem demokratischen Entscheid nicht beugen. Vielmehr waren es die bereits

erwähnten Begleitumstände rings um die Abstimmung, die parlamentarischen Vorstösse nach dem 6. Dezember 1992, die Sorge um unsere multikulturelle Schweiz, das Wissen um das schlechte Gesprächsklima, die zur Einsetzung dieser beiden Kommissionen geführt haben; denn wir sind ja alle stolz auf unser viersprachiges Land.

Wir werden im Ausland als das Musterbeispiel eines Landes aufgeführt, das ohne einheitliche Landessprache in der Lage ist, eine Nation zu sein. Wir rühmen uns, eine Willensnation zu sein, denn nicht geographische Umstände haben uns zusammengeführt. Wir sind dem Schicksal dankbar, dass die verschiedenen Konfessionen nebeneinander Platz haben. Glücklicherweise waren die konfessionellen Grenzen nie identisch mit der Sprachgrenze.

Wir alle in diesem Land sind uns aber zuwenig bewusst, dass diese positiven Eigenheiten, die den inneren Reichtum unseres Landes überhaupt ausmachen, keine Geschenke sind. Es ist eine Daueraufgabe dieses Parlaments und unseres Bundesrates, aber auch der Schweizerinnen und Schweizer aller Sprachen, Regionen und Religionen, sich um das gute Zusammenleben zu bemühen. Das gegenseitige Verständnis, die gegenseitige Verständigung zu suchen ist für unser Land ein Dauerauftrag. Denn nicht in einem passiven Nebeneinander lösen wir unsere anstehenden Probleme, sondern im aufwendigeren – oft auch mühsameren – Miteinander. Statt eine Arbeitsgruppe einzusetzen, hätte es die Möglichkeit gegeben, Gras über die Sache wachsen zu lassen in der Hoffnung, die Zeit werde die Wunden wieder heilen, irgendwann werde sich die Gesprächsbereitschaft wieder einstellen und das nötige gegenseitige Verständnis wieder einfinden. Dieser Weg wäre vordergründig der leichtere gewesen. Ich bin aber der Meinung, dass es nicht der richtige Weg gewesen wäre, denn Konflikte lassen sich nicht lösen, indem man sie nicht wahrnimmt, sie einfach unter den Teppich kehrt.

Ich begrüsse es deshalb, dass der zweite, der schwierigere Weg gewählt wurde. Das heisst: Es ist der Frage nachzugehen, weshalb wir uns unterschiedlich verhalten haben, und es sollen Lösungsmöglichkeiten zum besseren Verständnis zwischen den verschiedenen Landesteilen erarbeitet werden. Um dieses Ziel zu erreichen, setzte das Parlament zwei Verständigungskommissionen ein, eine ständerätliche und eine nationalrätliche.

Ich werde jetzt versuchen, Ihnen einzelne Schwerpunkte aus unseren Beratungen näherzubringen und die Erkenntnisse daraus, die Sie in den 23 Empfehlungen finden, vorzustellen. Ein Thema, das uns sehr beschäftigt hat – es wurde auch von meinem Kollegen Leuba erwähnt –, ist das Thema Mundart. Man muss sich das so vorstellen: Auf der einen Seite haben wir Deutschschweizerinnen und Deutschschweizer, die zwei Sprachen verwenden: Die eine Sprache wird fast ausschliesslich mündlich benutzt, unsere Mundart, durch die wir uns auch identifizieren; die andere Sprache wird von vielen Menschen in diesem Land fast ausschliesslich schriftlich benutzt, die Schriftsprache. Auf der anderen Seite haben wir die Romands, die unsere Mundart nicht verstehen, sondern nur unsere Schriftsprache, mit der wir Deutschschweizerinnen und Deutschschweizer so Mühe haben, wenn wir sie sprechen sollten.

Dieses Problem, und es ist eines, müssen wir angehen, wenn wir etwas zur besseren Verständigung zwischen den verschiedenen Sprachgebieten der Schweiz machen wollen.

Es ging in der Kommission nie darum – das muss ich ausdrücklich sagen –, die Mundart zu verketzern oder für die Schriftsprache zu missionieren. Vielmehr ging und geht es darum, dass wir uns bewusst werden: Es ist eine Frage des Respektes gegenüber den Romands, dass wir in ihrer Gegenwart Schriftdeutsch sprechen. Das gilt für die betroffenen Medien – Herr Leuba hat Ihnen ein negatives Beispiel geliefert –, das gilt aber auch für jeden Deutschschweizer und jede Deutschschweizerin. Wir müssen die Barriere des Schriftdeutschsprechens überwinden.

Wussten Sie, dass der Kanton Neuenburg seine zukünftigen Lehrerinnen und Lehrer zum Deutschlernen nach Deutschland schickt und nicht in die deutsche Schweiz? Denn da war der Erfolg nicht gross genug, man hat ja auch an den Universitäten Mundart gesprochen – und das geht natürlich nicht.

Aus diesen Erkenntnissen heraus bildete sich der zweite Teil der Empfehlung 13, nämlich in der Deutschschweiz von der Primarschule bis zur Universität die Schriftsprache als Unterrichtssprache zu verwenden. Für den Medienbereich wurde die Empfehlung 9 geschaffen, wonach Informationssendungen von nationalem Interesse in der Deutschschweiz in der Schriftsprache auszustrahlen sind.

In der Kommission war viel vom Erlernen der zweiten Landessprache die Rede, denn die Sprache ist und bleibt das Transportmittel zur besseren Verständigung. In den meisten Kantonen wird die zweite Landessprache bereits ab der 4. oder 5. Primarklasse unterrichtet – dies, nachdem die Erziehungsdirektorenkonferenz (EDK) bereits 1975 eine entsprechende Empfehlung herausgegeben hat. An den Berufsmittelschulen ist die zweite Landessprache seit etwa zwanzig Jahren Pflichtfach.

Die Frage drängt sich auf – sie konnte während den Kommissionsarbeiten nicht abschliessend beantwortet werden –, ob parallel zum früheren Erlernen der zweiten Landessprache das Interesse am anderen Landesteil geweckt werden konnte. Klar war uns aber während unserer ganzen Arbeit, dass in der persönlichen Begegnung, im gegenseitigen Kennenlernen der Schlüssel zur Verständigung liegt.

Im Bildungsbereich sprechen wir dabei von Austausch. Auch auf diesem Gebiet wird schon einiges getan. Auch hier hat die EDK bereits 1975 Empfehlungen an die Kantone abgegeben, Klassen- und Lehreraustausch zwischen den Regionen zu fördern. Einige Kantone sind sehr aktiv, andere wieder nicht. Vieles bleibt auf diesem Gebiet noch zu tun. Am erfolgreichsten wäre es, wenn der jeweilige Austausch institutionalisiert würde. Sie finden entsprechende Vorschläge auch in der Empfehlung 20, z. B. Austausch während der Studienzeit und auch die Durchführung von gemischtsprachigen Rekrutenschulen. Auch Intensivwochen für angehende Lehrkräfte in einem anderssprachigen Landesteil schlagen wir vor. Auch dies ist nicht neu. So schickt der Kanton Solothurn seine Seminaristinnen und Seminaristen während vier Wochen nach Neuenburg; ein Teil dieses Aufenthalts fällt in die Ferien dieser Schülerinnen und Schüler. Hier arbeiten diese Schüler halbtags in einem Betrieb, der eng mit Leuten zu tun hat, als Serviceangestellte, in Blumengeschäften oder beim Verleih von Booten. Am Nachmittag findet dann der Unterricht statt – oder am Vormittag. Die Schüler und Schülerinnen wohnen in Familien. Der Erfolg dieser Wochen ist gross. Wir merken daraus, dass all diese Vorschläge mit gutem Willen umsetzbar sind.

Unsere Kommission hat sich während der Arbeit nicht in den Wolken bewegt. Es war unser festes Ziel, einen Bericht mit den entsprechenden Vorschlägen vorzulegen, der nicht wegen Undurchführbarkeit oder Umsetzungsschwierigkeiten in der Schublade landen würde. Da sich aber die Empfehlungen, wie Sie sehen, an die unterschiedlichsten Adressaten richten, da sie nicht alle von gleicher Bedeutung sind und da vieles in den Kompetenzen der Kantone liegt – Herr Leuba hat Sie eingehend darüber informiert –, haben die beiden Kommissionen eine Motion verabschiedet.

In dieser Motion wird der Bundesrat unter anderem beauftragt, «Massnahmen zu treffen und der Bundesversammlung die nötigen Gesetzesänderungen zu unterbreiten», um die formulierten Anträge zu verwirklichen. Wo die Zuständigkeit des Bundes fehlt, prüft der Bundesrat jeweils, ob er die zuständigen Stellen bei der Verwirklichung der Vorschläge unterstützen kann. Der Bundesrat berichtet im Geschäftsbericht über die Ergebnisse sowie über den Stand der sprachlichen und regionalen Verständigung in der Schweiz.

Der Ständerat war einstimmig für die Überweisung dieser Motion. Wir bitten Sie, dem Ständerat zu folgen.

Durch die Arbeit in der Kommission wurden wir Kommissionsmitglieder dahin gehend sensibilisiert, dass schon vieles in unserem Land zur besseren Verständigung getan wird. Deshalb müssen wir auch Vorhandenes anerkennen und bei den Ausführungen die vorhandenen Institutionen berücksichtigen. Ich denke da an die Pro Helvetia; ich denke an die CH-Stiftung, die 1976 eingesetzt wurde, die sich zum Beispiel mit Erfolg für den Lehrlingsaustausch einsetzt und auch die Übersetzung zeitgenössischer Literatur in die andere Landesspra-

che fördert – es wurden bereits hundert Werke in die andere Landessprache übersetzt –, ich denke an das Maison latine, das Stäferhaus in Lenzburg und auch an die Stiftung Waldegg in Solothurn, die den Auftrag hat, Brücken zu schlagen zwischen den Kulturregionen unseres Landes – dieser Auftrag ist in der solothurnischen Verfassung verankert.

Sensibilisiert wurden auch unsere Medienträger. Der Sender S plus hat Pläne, im Herbst dieses Jahres mit einer interessanten Fernsehproduktion zu beginnen und die Verständigung zwischen der Deutschschweiz und der Romandie zu fördern. Das Exposé ist vielversprechend.

Auch im Hinblick auf die Empfehlung 12, wo es um die Landessprachen am Radio geht, haben wir bereits ein ausgereiftes Projekt auf dem Tisch.

Die Arbeit innerhalb der Kommission war bereichernd. Ich schliesse mich dem Dank meines Kollegen Leuba an und danke den zugezogenen Spezialisten; ich danke Frau Elisabeth Barben und Herrn Pierre-Hervé Freléchoz von den Parlamentsdiensten und all unseren Kolleginnen und Kollegen sowie unserem umsichtigen Präsidenten Jean-François Leuba.

Die Arbeit hat uns gezeigt und bewusst gemacht, dass wir eines nicht wollen: eine gleichförmige Schweiz. Vielmehr wollen wir weiterhin die unterschiedlichen Kulturen pflegen. Denn diese unterschiedlichen Kulturen machen den inneren Reichtum unseres Landes aus. Wie sagte doch unser Präsident an einer Sitzung: «Je dis volontiers que j'aime la Suisse parce qu'elle me permet d'être Vaudois, ce qu'aucun autre pays ne me permettrait.» Deshalb wollen wir mit Hilfe der Empfehlungen Brücken zwischen den verschiedenen Kulturen bauen – Brücken des gegenseitigen Verständnisses, Brücken der Toleranz.

**Bundi Martin (S, GR):** Ich vertrete die Auffassung, dass die Kommission uns einen guten Bericht vorgelegt hat, dass sie eine seriöse Analyse der tatsächlichen Verhältnisse vorgenommen hat, auf die wichtigsten Problemfelder hinweist und auch angemessene Lösungsvorschläge unterbreitet. Ich unterstütze denn auch die vorgeschlagenen Massnahmen und ebenfalls die Motion. Es ist allerdings zu hoffen, dass die heutige Diskussion über diesen Bericht eine nachhaltige Wirkung zeitigen werde und dass der Bericht mit zunehmender zeitlicher Distanz zum 6. Dezember 1992 nicht einfach Makulatur bleibe.

Nun möchte ich in drei Bereichen die Akzente etwas anders setzen, als die Kommission, nämlich bei den ersten beiden Empfehlungen, dann beim Jugendaustausch und schliesslich bei der sogenannten Vielsprachigkeit.

1. Zu den beiden ersten Vorschlägen der Kommission: Die Kommission peilt hier ein hochgestecktes Ziel an. Sie erblickt in einer breiten Diskussion über die Totalrevision der Bundesverfassung, dann auch in der 150-Jahr-Feier des Bundesstaates im Jahre 1998 und in der Landesausstellung im Jahre 2000 optimale Möglichkeiten der nationalen Begegnung und damit auch der Verständigung. Ich stimme zu, dass solche Ereignisse grundsätzlich zur nationalen Kohärenz und Identität beitragen können. Die Frage ist nur, wie gut sie durchdacht sind, ob es gelingt, Gespräche über den Sinn unseres Staates zu führen und einen echten Gedankenaustausch über die Sprachgrenzen hinweg zu pflegen. Vor allzu optimistischen Erwartungen ist aber zu warnen. Die begeisterte patriotische Einstellung, wie sie sich in den ersten hundert Jahren unseres Bundesstaates an grossen Landesfeiern und -ausstellungen manifestierte, ist heute nicht mehr da. Man kann sie heute nicht künstlich herbeireden. Die Parameter und die Haltungen haben sich geändert. Unsere heutige Mobilität bringt es mit sich, dass viele Begegnungen nur flüchtiger Natur sind. Die Gefahr ist darum gross, dass sich nationale Feste und Ausstellungen heute in erster Linie in hektischer, Massenmedia-Unterhaltung und oberflächlicher Folklore erschöpfen. Jedenfalls wären künftige nationale Anlässe, bei denen doch auch viel Engagement von Seiten des Bundes dabei sein wird, besser zu organisieren als die vergangenen Jubiläumsfeiern von 1989 und 1991.

Es wäre zu überdenken, wie Begegnungen und Beziehungen unter den diversen Sprachregionen eine vertiefte Dimension erhalten könnten.

2. Zum Jugendaustausch: Die Schweiz ist bekanntlich eine Willensnation. Soll sie als solche Bestand haben, darf es nicht zu einer Entfremdung zwischen den Sprachgemeinschaften kommen, was aber tendenziell der Fall ist. Trotz den besseren Bedingungen von heute, aufeinander zuzugehen und einander kennenzulernen, sind echte Beziehungen und Bekanntschaften seltener geworden, als sie es in der ersten Hälfte unseres Jahrhunderts waren.

Hier gilt es korrektiv einzuwirken, den Austausch insbesondere unter der Jugend zu fördern. Der Nationalrat hat mit Recht auch den Begriff des Austauschs in den neuen Sprachenartikel der Bundesverfassung aufgenommen. Erst ein längeres Zusammensein mit Angehörigen einer anderen Landessprache fördert echtes Verständnis und die Bereitschaft, den anderen Mitgedenken anzuerkennen und seine Sprache zu erlernen. Aus dieser Erkenntnis heraus hat die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur mit einem Postulat betreffend den Austausch noch einen besonderen Akzent setzen, das heisst, diesem Anliegen Priorität einräumen wollen.

Besonders möchte sie fördern: den Lehrlingsaustausch als Bestandteil der beruflichen Ausbildung; Fremdsprachenaufenthalte der Mittelschuljugend als Teil ihrer ausserschulischen Erfahrungen; bezahlte Praktika für Arbeitslose in einer anderen Sprachregion. Mit diesen drei Bereichen wäre der grösste Teil der Schweizer Jugend angesprochen. Alle drei Aktionen sind heute schon angelaufen, teils durch Initiative von privaten Stiftungen oder Vereinen, teils aber auch durch Unterstützung von kantonalen oder von Bundesstellen. Nicht alle diese Aktionen sind für die Zukunft gesichert. Es braucht die Hilfe des Bundes, damit erfreulich angelaufene Austauschprogramme nicht versiegen, sondern noch weiter ausgebaut werden. Der Bund soll in erster Linie Impulse geben und koordinieren, allenfalls subsidiär unterstützen. Nur die Förderung eines intensiven Jugendaustausches garantiert die Nachhaltigkeit der Beziehungen und trägt zum Einanderverstehen bei.

Ich bitte Sie, dieses Postulat der Kommission Wissenschaft, Bildung und Kultur zu überweisen.

3. Eine dritte Bemerkung zur Vielsprachigkeit: Der Bericht befasst sich unter anderem mit den Begriffen «Vielsprachigkeit» und «multikulturelle Gesellschaft». Ich möchte wünschen, dass man in Hinblick auf die Massnahmen mehr von «Vielsprachigkeit» sprechen würde. Im Rahmen der Vielsprachigkeit ist mehr den Sorgen und Problemen der Minderheiten, insbesondere der bedrohten, Rechnung zu tragen. In diesem Zusammenhang möchte man sich eigentlich auch wünschen, dass man nicht vergisst, wenn man von Landessprachen spricht, dass es auch noch eine rätoromanische Sprache gibt, die dazugehört. Leider muss man feststellen, dass sogar in diesem Parlament immer wieder von drei Landessprachen gesprochen wird.

Ob die kleinste Landessprache nur die vierte sein soll, das bleibe dahingestellt. Wenn man es rein von den Zahlen her betrachtet, ist sie die vierte. Wenn man sie aber von ihrem Alter her betrachtet, dann würde sie eine der ersten Landessprachen sein.

In diesem Zusammenhang gilt es auch, dem übermässigen Gebrauch des Englischen einerseits und des deutschschweizerischen Dialekts andererseits Einhalt zu gebieten. Man braucht dabei nicht so weit zu gehen, wie es ein in Frankreich zur Debatte stehendes Sprachengesetz vorsieht, das mit drastischer Strenge alle fremden Einflüsse und Abkürzungen aus dem Französischen eliminieren möchte. Aber im Vielsprachenland Schweiz ist darauf zu drängen, dass möglichst viele Schweizer prioritär eine zweite Landessprache, und zwar auch möglichst gut, lernen – nicht von allen denkbaren Sprachen etwas, sondern Vertiefung in einer der Fremdsprachen des Landes. Wie in dieser Hinsicht Qualität vor Quantität stehen sollte, so wäre es meines Erachtens auch zu begrüssen, dass der umfangreiche Katalog der Empfehlungen der Kommission noch stärker auf die wichtigsten und effizientesten Massnahmen reduziert und konzentriert würde.

**Ducret Dominique (C, GE):** Il y a ceux qui nient la problématique et qui affirment, la main sur le coeur, qu'elle n'existe que dans l'imagination de minoritaires frustrés. Il y a ceux qui, au

contraire, exacerbent le fossé, la fracture entre Alémaniques, Romands et Tessinois et qui voient dans ce clivage la cause de tous les malheurs des minoritaires. Il y a ceux, enfin, qui, sans nier la réalité des divergences et des difficultés qu'elles engendrent, considèrent que le pays n'est pas plus menacé par l'antagonisme de ses composantes que par son manque d'ouverture et la faiblesse de ses aspirations.

Pendant des années, la prospérité a gommé les différences. La Suisse paraissait à l'abri des conflits régionalistes et linguistiques. Alors que d'autres, les Belges, les Canadiens, se déchiraient, les Suisses, eux, surmontaient tout ce qui les séparait, vivant côte à côte dans l'illusion d'une coexistence idéale faite de compromis, de prudence et d'attention portée aux minoritaires. Puis, le soir du 6 décembre 1992, tout a basculé. En même temps que la crise économique, s'installait la sinistrose et se révélaient la détérioration de nos rapports, l'ampleur des clivages et la fragilité de notre coexistence. Ce que l'expansion économique avait masqué, la crise économique et les chambardements internationaux le montrent aujourd'hui au grand jour. Les Romands redécouvrent que les grandes décisions qui concernent leur avenir ne sont pas prises à Genève ou à Lausanne, mais à Zurich et à Berne, que les centres de décisions économiques sont essentiellement zurichois et que leur voix est bien faible dans le concert helvétique.

En Suisse, les vents deviennent contraires, les égoïsmes prennent le pas sur l'entente confédérale et le temps est venu des tensions et des malentendus. Plus que jamais, on se rend compte que la cohésion du pays est une réalité fragile qui doit être sans cesse consolidée. L'erreur consisterait à minimiser, voire à nier, le sentiment de frustration qui monte notamment en Suisse romande et à refuser d'en parler. Pour reprendre une formule chère à un conseiller aux Etats genevois, «à se gratter tant et tant qu'on en contracterait un eczéma».

Pour le groupe démocrate-chrétien, les incompréhensions sont bien réelles, et il est nécessaire de tout mettre en oeuvre pour réussir le rapprochement entre les communautés culturelles et linguistiques. Il faut éviter de sous-estimer la menace et de la mettre sur le compte d'une mauvaise humeur passagère. A défaut, nos différences pourraient bien se transformer en oppositions ou en antagonismes.

C'est dans cet esprit qu'il faut accueillir les recommandations et propositions des commissions parlementaires. C'est dans cet esprit qu'il nous faut sans cesse débattre de ce qui nous unit, mais aussi de ce qui nous désunit. C'est dans cet esprit, enfin, qu'il nous faut trouver ensemble des combats et des défis – comme les Jeux olympiques à Sion, l'Exposition nationale à Genève, mais plus encore l'intégration européenne – qui nous rassemblent et qui nous permettent, 150 ans après la création de l'Etat fédéral, de réinventer la Suisse.

La démarche que nous avons initiée est juste. Chacune des recommandations figurant en conclusion du rapport est de nature à assurer la permanence du débat, et on doit approuver la proposition de constituer un comité chargé d'accompagner et de suivre la concrétisation des vœux de la commission. A cet égard, permettez-moi de souhaiter et de suggérer que cette commission, si elle est composée de six parlementaires, ait au moins trois représentants des minorités. Quel dommage toutefois que les conseillers aux Etats aient rejeté la proposition de créer un bureau de la solidarité confédérale. Cette idée, soutenue par l'unanimité des commissaires du Conseil national, aurait permis une coordination des actions menées tant sur le plan public que privé pour rapprocher les différentes composantes du pays. Pour sûr, c'est en tout cas mon opinion, un tel bureau aurait été aussi justifié que celui de l'égalité ou celui de l'intégration, parce que la grande crainte que nous pouvons, que nous devons avoir, c'est que ce rapport soit aujourd'hui adopté à l'unanimité, que l'exercice soit déclaré terminé et que le clivage continue à s'aggraver progressivement et peut-être irrémédiablement.

En conclusion, le groupe démocrate-chrétien approuve les conclusions du rapport et soutient la motion de la commission. Mes collègues interviendront sur les différents chapitres de ce rapport.

**Früh** Hans-Rudolf (R, AR): Die FDP-Fraktion wird in dieser Debatte durch je einen Vertreter aus den vier Sprachregionen vertreten sein. Wir tragen, Herr Kollege Bundi, der Viersprachigkeit damit Rechnung. In der Öffentlichkeit, vor allem bei Leuten, die sich mit der Frage der Verständigung beruflich oder hobbyweise beschäftigen, hat der Bericht eine gute Aufnahme gefunden. Der Präsident des Stapferhauses Lenzburg, Professor Dr. Wegelin, ein Appenzeller, schrieb mir: «Der Bericht ist umsichtig, ist gut verständlich und anregend.» Wenn alles, was der besseren Verständigung dient, unternommen wird, sind wir auf dem richtigen Weg. Anregungen und Empfehlungen sind aufgelistet. Die FDP-Fraktion stimmt ihnen zu.

Ich nehme ein Beispiel von dieser Liste: Die Schweizerische Drogistenschule befindet sich in Neuenburg. Zur Debatte stand aus Kostengründen eine Verlegung in die deutsche Schweiz. Dazu kommt, dass höchstens 15 Prozent der Studenten aus der Romandie kommen. Ich habe als Präsident alles darangesetzt, die Schule in Neuenburg zu belassen. Damit haben alle schweizerischen diplomierten Drogisten während zwei Jahren in der Romandie gelebt. Es bleibt mehr als die Sprache. An den Diplomfeiern sagte ich jeweils, dass jeder diplomierte Drogist im Herzen ein Neuenburger sei.

Einige Punkte zum Bericht: Ebenfalls aus Neuenburg stammt die Schriftstellerin Monique Laederach. Sie hat in einem Aufsatz darum gebeten, statt das Wort «Röstigraben» aus dem Sprachschatz zu tilgen, wie dies unser Bericht wünscht, vielmehr die herrschende Konsenspolitik durch eine Kultur der Diskussionen und der Konfliktbewältigung abzulösen, in den Graben hinunterzusteigen, mit dem Satz: «Au lieu d'éviter le mot, on fera mieux d'y descendre.» Sie bemängelt dann, dass es die Kommission verpasst habe, tiefer zu gehen. Wir hätten es verpasst, richtig und intensiv zu suchen, was sich unter der Decke verborgen halte.

Wir sind uns natürlich bewusst, dass die Sprache, die ja nur ein Vehikel ist, nicht als einziges Mittel fruchtbarer Zusammenlebens zu betrachten ist. Die Sprache ist nicht einfach für sich alleine ein Konglomerat von Vokabeln und Grammatik. Die Kommission wäre wahrscheinlich überfordert gewesen, wenn sie hier in die ganze Tiefe der Entstehung eines gewissen Handelns in sozialer oder politischer Hinsicht hätte gehen sollen, obwohl Ansätze hiezu in den Diskussionen in der Kommission durchaus vorhanden waren. Die gleiche Monique Laederach sagt: «Il y a la morale, sociale et politique, dans laquelle elle fonctionne, et de cela, le rapport ne dit rien.»

Vielleicht sind wir alle aufgerufen, diesen Bericht nicht einfach als einen Bericht mehr zu betrachten, sondern Gesagtes und eben auch Nichtgesagtes aufzunehmen und weiterzuentwickeln. Hinter der Sprache stehen andere kulturelle Haltungen und auch längerfristig andere Denkmuster. Freunde aus der Romandie sagen mir immer wieder: Die Identität der französischsprachigen Minderheit unseres Landes ist eine schweizerische. Dies gilt in gleichem Masse auch für das Tessin. Welche Begebenheit könnte das besser ausdrücken als diese: Ein kleines welsches Mädchen sieht auf einem Weihnachtsmarkt in einem Zürcher Dorf einen Weihnachtschmuck, den es liebend gerne hätte. Es verzichtet mit dem Ausspruch: «Je l'achèterai en Suisse.»

Die Schweiz ist die Romandie. So ist es sicher auch heute nach den Abstimmungen über den EWR und die Alpen-Initiative – Entscheide, die viele Schweizerinnen und Schweizer kritisch gestimmt haben. Sie können sich trotz allem nicht vorstellen, etwas anderes zu sein als Schweizerinnen und Schweizer.

Man könnte also durchaus fragen: Gibt es wirklich einen Graben zwischen Deutsch- und Welschschweiz? Sind es nicht einfach unterschiedliche Wahrnehmungsweisen, wie sie Monique Laederach mit dem Hinweis auf verschiedene soziale und politische Strukturen zu hinterfragen versuchte? Oder anders gefragt: Gibt es nicht noch andere Gräben? Ist die deutsche Schweiz wirklich – mit Einschränkung bei den zwei Abstimmungen, einmal beide Basel und einmal Aargau – ein so erraticer Block, wie er im Abstimmungsstudio des Fernsehens jeweils farbig dargestellt wird? Da sind doch Welten feststellbar, zum Beispiel beim Pro-Kopf-Einkommen zwischen Basel-Stadt und Appenzell Innerrhoden. Dieses kompakte

Gebilde besteht doch einfach nicht. Die Ostschweiz hat als Teil dieses Landes in den verschiedensten Aspekten genau die gleichen Probleme wie die Romandie. Nehmen Sie als Beispiel die Verkehrspolitik oder die wirtschaftliche Entwicklung. Die Deutschschweiz besteht nicht nur aus dem Dreieck Zürich–Basel–Bern.

Es geht heute mehr denn je nicht nur um die Frage Romandie/Deutschschweiz, es geht um die Stellung der Kantone und der Regionen überhaupt. Man kann als profanes Beispiel auch die Vergebungspraxis des Bundes anführen. Von seiten der Romands wird sehr oft bemängelt, diese Praxis bevorteile die Deutschschweiz. Welche Deutschschweiz ist damit gemeint? Sicher nicht die Randregionen, doch eher die wirtschaftlich schon stärkeren Kantone. Ich möchte den Romands zurufen: «La Suisse alémanique n'existe pas!» Mir scheint, dass gerade die wirtschaftliche Entwicklung, die eine völlig neue Dimension erhält, die Probleme der Sprachregionen in den Hintergrund drängt. Der Schritt zu immer grösseren Wirtschaftseinheiten, zu übergrossen Verteilungskonglomeraten, zu weltumspannenden Multis bringt im Landesinnern Disparitäten hervor, die weit über jene der Sprachregionen hinausgehen. Es entstehen Spannungen zwischen Stadt und Land, zwischen wirtschaftlich hoch und wenig entwickelten Regionen, zwischen Industrie und Landwirtschaft, zwischen Stelleninhabern und Arbeitslosen.

Ständerat Andreas Iten hat in der Kleinen Kammer ausgeführt, Verständigung im Volk gehöre zu jenen Werten, die der Staat nicht garantieren könne. In der Schweiz bestehen Organisationen, Schulen, Institutionen, wie das erwähnte Stapferhaus in Lenzburg, die Empfänger der Empfehlungen sind. Aber auch die Wirtschaft, die Verbände, die Sportkreise, die Schulen, die Medien und jede Bürgerin und jeder Bürger können etwas dafür tun, den anderen Sprachregionen etwas näher zu rücken.

Es sind die kleinen Dinge, die die Verständigung fördern. Wenn Sie auf kurzfristig wirksame Brückenbauerrezepte warten, warten Sie vergebens.

**Nebiker** Hans-Rudolf (V, BL): Die SVP-Fraktion würdigt die Arbeit der Verständigungskommissionen positiv. Der Bericht ist umfassend, er ist interessant zu lesen, auch wenn nicht sehr viel Neues drinsteht. Es sind an sich bekannte Dinge, von denen wir eigentlich wissen; aber es ist wichtig, dass wir uns dieses Wissen wieder bewusst machen und dass wir darüber diskutieren. Schliesslich ist zu hoffen, dass der Bericht auch einen entsprechenden Erfolg hat, nämlich den, dass die Verständigung zwischen den Sprachen tatsächlich verbessert wird.

Die SVP-Fraktion ist überzeugt davon, dass wir uns immer wieder mit den Fragen und den Problemen zwischen den Sprachregionen befassen müssen. Die Fragen müssen uns bewusst und präsent sein. Sie sind nicht neu, sie werden auch in Zukunft bestehen bleiben; das ist ganz klar. Die Probleme dürfen aber nicht unüberwindbar werden, so dass wir uns komplett missverstehen. In unserem Lande leben nun einmal verschiedene Volksgruppen mit verschiedenen Sprachen und unterschiedlichen Mentalitäten zusammen. Das macht die Vielfalt der Schweiz aus, darauf sind wir stolz. Wir wollen keinen «verzürcherten» Delamuraz oder einen «verwelschten» Ogi, uns sind die urchigen Personen viel lieber; aber wir müssen uns mit ihnen abgeben, und wir müssen sie verstehen, auch wenn hie und da etwas gepoltert wird.

Es braucht also ein dauerndes Bemühen auf allen Ebenen, in der Politik, in der Kultur, bei der Erziehung, in der Wirtschaft, um immer wieder die Verständigung zu versuchen, damit unser Land bestehen bleibt.

Ich möchte mich auf zwei Bereiche aus der Politik beschränken: auf den Föderalismus und dessen Bedeutung sowie auf die Regierungs- und Parlamentsreform. Meine Kollegen und meine Kollegin werden sich dann mit der Erziehung und mit den Sprachproblemen auseinandersetzen.

Die Unterschiede zwischen den Sprachgebieten Deutschschweiz, Welschschweiz oder auch Tessin kommen besonders markant bei Volksabstimmungen zum Ausdruck. Diese Unterschiede können dann statistisch erfasst werden. Sie werden diskutiert, thematisiert, aufgebauscht oder auch ver-

niedlich. Aber man muss sich bewusst sein, dass nur ein ganz kleiner Teil der politischen Entscheide Referenden und Volksabstimmungen unterliegen. Die meisten politischen Entscheide werden auf anderen Ebenen gefällt, im Parlament, beim Bundesrat, bei der Verwaltung, bei den kantonalen Behörden oder bei den Gemeinden; dort findet der grosse Teil der politischen Meinungsbildung statt. Auf diesen untergeordneten Ebenen treten die Differenzen viel weniger zutage als bei schweizerischen Volksentscheiden. Bei diesen Entscheiden kann man auch bewusst auf die Minderheiten oder auf die Sprachregionen Rücksicht nehmen; das ist richtig so, das ist auch möglich.

Im Volksentscheid entscheidet nach Definition nun einmal die Mehrheit. Die Minderheit muss unterliegen, das ist das Grundprinzip. Dieses Prinzip stellt aber auch ein Handicap der direkten Demokratie dar. Dieses Handicap wird immer wieder deutlich bei entsprechenden Volksabstimmungen, bei denen die Mentalitätsunterschiede eine Rolle spielen. Es sind allerdings nicht nur sprachliche Minderheiten, die bei Volksabstimmungen nicht zur Geltung kommen; auch andere Minderheiten bleiben unberücksichtigt, und eine entsprechende Frustration ist nicht zu vermeiden.

In diesem Sinne belastet eigentlich die direkte Demokratie das Zusammenleben in der mehrsprachigen Schweiz. Aber deshalb die direkte Demokratie abzuschaffen wäre unsinnig und übertrieben. Wir sollten aber die Nachteile der direkten Demokratie in bezug auf das sprachliche Zusammenleben mildern. Eine Möglichkeit ist die Verstärkung des föderalistischen Elementes und des Elementes der Subsidiarität.

Wenn es uns gelingt, die Probleme auf einer möglichst tiefen Ebene zu lösen, wenn wir also die kantonalen Kompetenzen und Entscheide beibehalten, werden die Minderheiten automatisch kleiner, und es sind dann nicht nationale Minderheiten, sondern allenfalls regionale Minderheiten, die zu überwinden sind. Jede Zentralisierung belastet umgekehrt und automatisch das Zusammenleben mit den nationalen sprachlichen Minderheiten. Für uns im Parlament heisst das, dass wir immer wieder und wenn immer das möglich ist bei der Gesetzgebung den föderalistischen Lösungen den Vorrang geben. Auch wenn es Umtriebe gibt, auch wenn es vielleicht umständlicher ist, etwas föderalistisch zu lösen, müssen wir diese Unterschiede akzeptieren und vielleicht einen Mehraufwand, Mehrkosten in Kauf nehmen. Das ist der Preis des Zusammenlebens. Das ist ein Bereich, den wir im Parlament direkt beeinflussen können. Wir sollten keine grossen Theorien aufstellen, sondern bei uns muss beginnen, was leuchten soll im Vaterland. Ein ganz wichtiger Bereich ist, dass wir die zentralistischen Tendenzen, die den Bundesbehörden automatisch innewohnen, nicht noch verstärken, sondern umgekehrt das föderalistische Element verstärken.

Ein zweites Feld, das wir beeinflussen können, ist die Regierungs- und Parlamentsreform. Dieser Bereich stellt neben dem Föderalismus ein zweites Element zur Verständigung dar. Wir kennen bei unserer Regierung das auf der ganzen Welt fast einzigartige System der Konkordanz. Diese Konkordanzregierung hat viel zur Stabilität unseres Landes beigetragen. Die Konkordanz hat aber auch Brücken über die Sprachgrenzen hinweg geschlagen. Minderheiten können ganz bewusst und gezielt berücksichtigt werden, insbesondere sprachliche Minderheiten. Man lässt es zu, dass sprachliche Minderheiten im Bundesrat eher stärker vertreten sind, als das ihrem Bevölkerungsanteil entsprechen würde. Dieses Konkordanzsystem hat auch zu einer entsprechenden politischen Kultur beigetragen.

Man hört sehr oft, man sollte zu einem Konkurrenzsystem übergehen. In einem Konkurrenzsystem können eindeutige, klarere Entscheide gefällt werden. Beim Konkurrenzsystem würde die Mehrheit natürlich auch die Regierung stellen. Aber bei diesem System der Mehrheit und der Opposition ist der Konflikt das Ziel der Politik, also die Auseinandersetzung und das Durchsetzen der Mehrheit. Hinter dem Konkordanzsystem steht eine andere Mentalität. Man will den Ausgleich suchen. Man will die Verständigung suchen, von der wir immer sprechen, und man findet den Kompromiss. Vielleicht ist der Kompromiss nicht immer die beste Lösung, aber gerade im

Bereich der Verständigung ist er eine Lösung, dank der sprachliche oder andere Minderheiten mitberücksichtigt werden können. Also sollten wir bei der Diskussion über die Parlaments- und Regierungsreform immer wieder mitberücksichtigen, welche Bedeutung das Konkordanzsystem in bezug auf die Verständigung zwischen den Sprachen mit sich bringt oder was es beinhaltet.

Die SVP-Fraktion beantragt Ihnen, der Motion der Kommission zuzustimmen, weil wir weitgehend mit den Empfehlungen der Kommission einverstanden sind.

**Rebeaud Laurent (G, GE):** Les humeurs se suivent et ne se ressemblent pas toujours. Au soir du 6 décembre 1992, je me sentais fâché, et je l'étais, j'ai même éprouvé une certaine complicité souriante à l'égard de ces jeunes Neuchâtelois qui allaient chanter sur le pont de la Thielle: «... et cassons la gueule à tous ces Suisses allemands!» Il ne s'agissait pas de le faire, mais de le chanter, parce que cela faisait du bien sur le moment. Et puis, il y a eu le vote du 20 février dernier, où mes sentiments personnels étaient totalement inverses. Heureusement, grâce aux Suisses allemands, nous avons réussi à faire approuver l'initiative des Alpes et, grâce aux Suisses allemands, la Suisse romande se trouve dans un pays qui prend en considération les nécessités de la protection de l'environnement. Grâce à la Suisse allemande, nous vivons dans un pays où il est possible de contrôler, de limiter, de mettre en question la mythologie de l'individualisme à quatre roues qui, en Suisse romande, est encore régnante au point que nous n'avons pas besoin de Parti des automobilistes parce que tous les partis sont, peu ou prou, des partis d'automobilistes. Donc, vive la Suisse, finalement!

Le rapport de votre commission est un rapport sérieux, mais qui ne va pas très loin. C'est un bon rapport, digne des travaux habituels de la Nouvelle société helvétique. Il est vrai que nous avons eu des échanges tout à fait intéressants et fructueux, mais que les recommandations sur lesquelles débouche ce rapport n'ont strictement rien de révolutionnaire et découlent du bon sens. Il ne faut donc pas en attendre grand-chose.

En fin de compte, j'ai le sentiment que les problèmes sérieux de notre pays ne découlent pas au premier chef des rapports entre une partie du pays où l'on parle français et une autre partie où l'on parlerait allemand ou suisse allemand, mais qu'il y a des problèmes à l'intérieur de la Suisse romande comme à l'intérieur de la Suisse allemande, que, quelquefois, le fameux et mythologique «Röstigraben» nous permet d'éviter de voir.

En Suisse romande, par exemple, il est patent que le fait d'être minoritaire et de ne pas parler la même langue que la majorité est un magnifique oreiller de paresse. A combien de difficultés, à combien de responsabilités avons-nous voulu échapper, dans les discours, en disant «c'est la faute aux Suisses allemands»? Dans toutes les associations au sein desquelles j'ai eu le plaisir de militer, j'ai pu constater de manière absolument régulière – et je crois que c'est la même chose dans l'économie – que, en cas de difficultés au niveau national, on a une peine énorme en Suisse romande à prendre ses responsabilités parce qu'il est si facile de dire «c'est les Zurichois, c'est les Suisses allemands qui sont responsables», et de se reposer dans ce système très confortable au fond, qui consiste à éviter de prendre ipso facto ses responsabilités en la matière.

La Suisse allemande a aussi des problèmes, la rapporteuse de langue allemande nous a dit tout à l'heure qu'en Suisse allemande, on devrait parler correctement l'allemand, c'est à dire le bon allemand, ou le «Schriftdeutsch» ou l'allemand standard, par égard et par respect pour les Suisses romands. Je crois que c'est une mauvaise raison. Il est vrai qu'une émission en suisse allemand, le soir du 20 février 1994, sur la chaîne nationale n'est pas admissible, cela a été dit et répété, pas seulement parce que les Suisses romands auraient bien aimé comprendre ce que les autorités et ce que les gens pensaient en Suisse allemande – d'autant plus qu'au même moment il y avait sur la chaîne romande un feuilleton américain –, mais aussi parce que la télévision suisse, dans des occasions pareilles, est aussi regardée en Allemagne; un représentant allemand était d'ailleurs présent sur le plateau.

Pour que ce problème puisse avancer vers une solution positive, il faudrait que la Suisse allemande ne considère pas qu'elle doit parler allemand par respect ou par égard pour la Suisse romande – c'est un motif tout à fait insuffisant et, à la limite, relativement insultant pour nous. Il ne s'agit pas de ça. Il s'agit de savoir quel est l'intérêt de la Suisse, et cet intérêt c'est que ses citoyens, ses responsables, ses politiciens soient capables de parler une langue européenne, soient capables, dans la compétition culturelle, dans la compétition de présence publique, de maîtriser correctement cette grande langue européenne qu'est l'allemand – et, indirectement, ça nous aiderait à mieux les comprendre.

Le rapport dit ceci, c'est presque une phrase d'anthologie, qu'on aurait probablement pu extraire il y a une trentaine d'années d'un rapport de la Nouvelle société helvétique à propos de la langue: «Les Alémaniques doivent se persuader que leurs dialectes sont un obstacle majeur à la communication avec les Romands et qu'il n'est pas admissible qu'ils s'expriment en 'schwyzerdütsch' entre eux lorsqu'un seul Romand est présent, même s'il s'agit de conversations de table.» C'est vrai, et cela nous permet de mesurer à quel point, si l'on prend ça au sérieux, nous avons, et vous avez devant vous, un travail gigantesque à accomplir. En effet, actuellement, non seulement dans les conversations de table, mais dans des discussions de comité au niveau national, et même dans des séances de groupe au Conseil national, il est difficile à la majorité suisse allemande d'exprimer de manière aisée, constante, claire, ses opinions, ses positions, les nuances de sa pensée en bon allemand.

C'est un état de fait. Il paraît que ce n'était pas comme ça il y a trente ans, je ne sais pas si c'est vrai puisque je n'y étais pas. En tout cas, si cette phrase devait être prise au sérieux, elle mériterait plus qu'une recommandation, elle mériterait une mobilisation nationale de tous les cantons, de tous les maîtres d'école, de tous les journalistes. Alors, ce n'est pas à nous, en tant que Parlement fédéral, de prendre les mesures adéquates, ni même au Conseil fédéral, c'est aux cantons et aux populations, et je crois que les Suisses romands n'y peuvent rien. Ils ont liquidé leurs dialectes, je ne sais pas s'ils ont bien fait, c'est un fait, cela remonte au siècle dernier, mais nous avons comme pays, non pas à l'égard de la minorité romande, mais pour le niveau de la Suisse dans le concert européen, le devoir de maîtriser, de cultiver correctement cette langue européenne qu'est l'allemand. La perte ou l'insuffisance de la maîtrise de l'allemand, ce n'est pas seulement une perte pour les Romands ou pour les Suisses allemands, c'est une perte pour tout le pays.

Personnellement, cette mobilisation, je l'appelle de mes vœux. Je ne peux, comme Romand, prendre aucune décision, mais j'aimerais que tous les Alémaniques qui se sont exprimés dans ce sens à cette tribune prennent par la suite les initiatives nécessaires. A défaut de quoi, puisqu'il semble que l'économie soit finalement le seul domaine où on se donne la peine de suivre sérieusement les débats dans ce Parlement et ailleurs, nous parlerons entre nous anglais et ce sera une perte non seulement pour l'aire allemande, mais aussi pour l'aire francophone, parce que l'utilisation de l'anglais entre Confédérés donnera une excellente raison aux Suisses allemands de ne plus apprendre le français!

Nos intérêts sont liés, dans ce domaine aussi. Nous allons, et je peux le dire au nom du groupe écologiste, approuver le rapport de vos commissions, en sachant que le travail n'est pas fait, qu'il reste à faire, et que c'est le travail d'une génération.

**Scheurer Rémy (L, NE):** Le problème qui nous occupe ne date évidemment pas du 6 décembre 1992; le croire serait prendre l'effet pour la cause. Relevons d'emblée, pour nous en réjouir, que s'il y a aujourd'hui de l'incompréhension entre nous, il n'y a pas d'antagonisme, comme il en a existé durant la Première Guerre mondiale, et singulièrement dans l'année 1916 et les suivantes.

De toute évidence, les Romands et les Tessinois qui émigrent en Suisse alémanique s'estiment bien accueillis, et j'espère que nous ne rendons pas malheureux les germanophones qui viennent habiter en Suisse romande. Pas d'antagonisme

donc, mais une incompréhension, parfois grave et menaçante pour l'avenir, entre les parties du pays qui donnent une priorité à l'ouverture à l'Europe et celles dont les habitants cultivent et approfondissent avant tout leurs identités, celles où l'on est plus sensible à des différences mineures qu'à des ressemblances majeures.

Faute d'avoir un grand projet commun qui nous permette de regarder ensemble dans la même direction, nous subissons les tensions des forces propres à chacune des principales sensibilités des diverses régions du pays. La timidité de nos aspirations communes devrait nous inquiéter plus que nos divisions. Et n'oublions pas, surtout, que notre histoire est traversée depuis des siècles par des divisions finalement surmontées.

A juste titre, le rapport de la commission insiste sur les aspects langagiers d'une incompréhension entre une Suisse romande où les mamans du village d'Evolène sont les dernières à parler patois à leur bébé, et une Suisse allemande où Friedrich Dürrenmatt aurait estimé devenu fou Jean-Rodolphe de Salis s'il lui avait parlé en allemand plutôt qu'en dialecte.

Si naturelle, si légitime que soit la pratique du dialecte, on doit admettre que sa généralisation à tous les niveaux et dans la plupart des formes de la communication nous éloigne les uns des autres. Il est exclu que nous renoncions à l'apprentissage de l'allemand au profit du dialecte, au seul nom de la compréhension interconfédérale, et que nous risquions ainsi de nous enfoncer ensemble dans une manière d'autisme helvétique.

Il est tout aussi exclu que vous renonciez au dialecte au seul nom de la compréhension interconfédérale. Et comme nous ne sommes pas prêts à recourir à une langue tierce, nous sommes assurés, selon toute vraisemblance, d'un manque durable de compréhension mutuelle. Autrement dit, nous avons du pain sur la planche, et il faudra plus qu'un exercice de psychothérapie collective comme celui d'aujourd'hui pour surmonter nos difficultés.

C'est aussi, jusqu'à un certain point, la rançon de la Suisse aux quatre cultures, notre précieux atout dans le monde actuel. Cultivons cette diversité et ne dramatisons pas la situation. Rien ne serait pire qu'un plat national commun, fait à partir de röstis, de fondue, de polenta, et de capuns.

Cette diversité nous pose de vrais problèmes internes, des problèmes de ménage, que les commissions viennent d'identifier, mais elle nous procure en contrepartie des avantages immenses, puisqu'elle ouvre notre petit pays à trois des principales cultures au sein de la plus vaste culture européenne.

C'est pourquoi, chers Confédérés, nous vous demandons de ne pas abaisser complètement le rideau de fer du dialecte entre vous et nous, et ne faites pas tomber non plus ce rideau entre vous et le monde germanique. Nous avons besoin de vous pour nous aider à communiquer avec l'Allemagne, avec l'Autriche et, de plus en plus, avec l'Europe centrale.

Un mot encore, puisque nous nous parlons sereinement et franchement. Le rapport des commissions ne dit presque rien de l'économie. Or, dans ce domaine aussi, il y a beaucoup d'incompréhension, qu'il serait plus facile de surmonter. La puissance, non pas de la Suisse allemande en général, mais de Zurich, est souvent durement ressentie en Suisse romande, comme ailleurs en Suisse. M. Bonny, sans doute parce qu'il est dans une ancienne tradition bernoise, a bien compris que les régions périphériques méritaient à l'occasion des appuis. L'arrêté qui porte son nom était une manifestation de la compréhension interconfédérale. Nous ferons bien d'en accepter bientôt la reprise.

En conclusion, le groupe libéral, romand à 90 pour cent, mais qui serait heureux de s'agrandir ailleurs qu'à Bâle, apporte son soutien aux conclusions du rapport. Il saisit cette occasion de répéter sa volonté de défendre et d'illustrer les spécificités de nos cantons, dans le respect et pour le renforcement des liens confédéraux.

**Robert Leni (G, BE):** Unser Bericht hat den Titel von einem Zitat aus Carl Spittlers Rede von 1914: «... das Missverhältnis soll uns bekümmern». Ich denke, dass es heute – 1994, achtzig Jahre später –, noch nicht so weit ist, dass es uns bekümmern muss, aber kümmern sollte es uns schon, und zwar über

diesen Bericht hinaus. Wir müssen und wollen uns darum kümmern, dass wir uns besser verstehen lernen. Der oben zitierten Aussage Spittlers folgt nämlich im Bericht (Seite 2) das folgende Zitat: «Wir müssen uns besser verstehen.» Zum Verstehen gehört ganz wesentlich die Sprache, und darüber möchte ich etwas sagen.

Die Sprache – es ist gesagt worden – ist das wichtigste Transportmittel der menschlichen Gemeinschaft für die Verständigung, für den Kontakt. Kontakt heisst übrigens «Berührung». Wenn wir uns berühren wollen, brauchen wir den sprachlichen Kontakt. Es scheint jedoch, dass heute die Sprache vom Kontaktmittel zu einer Kontaktbarriere zu werden droht. Sprache ist etwas sehr Faszinierendes. Das Wesen der Sprache ist, dass sie Wirklichkeit abbildet, ausdrückt, und in den verschiedenen Sprachen drücken sich eine andere Wirklichkeit, eine andere Mentalität, ein anderes Verständnis und eine andere Sicht der Dinge aus. Darum kann eine Sprache auch nicht einfach mechanisch in die andere übersetzt werden; wenn man das gleiche ausdrücken will, muss man es mit anderen Bildern, mit anderen Wendungen tun, weil die Sprache Ausdruck verschiedener empfundener Mentalitäten, verschiedener Wirklichkeit ist. Sie bildet aber nicht nur Wirklichkeit ab, sie schafft durch diesen Prozess auch Wirklichkeit. Das macht es auch so anspruchsvoll und nicht nur faszinierend und spannend, andere Sprachen zu lernen. Wenn es eine gute Art des Fremdsprachenlernens ist, dann können wir in diesem Prozess über die Sprache auch etwas vom anderen Geist, von der anderen Kultur mitbekommen. Wenn wir uns nicht mehr auf diese Entdeckungsreise in andere Sprachen und andere Welten im gleichen Land begeben wollen, dann ist die Gefahr gross, dass wir aneinander vorbeileben und uns auseinanderleben. Wie Dürrenmatt gesagt hat: Bei uns fehlt es an diesem ständigen Dialog, und – etwas ganz Wichtiges – es fehlt die gegenseitige Neugierde aufeinander.

Es ist heute schon sehr viel darüber gesagt worden, was wir alles tun müssten und sollten, wie wir uns bemühen sollten. Ich denke, es wäre ganz wichtig, wenn die gegenseitige Neugierde wieder da wäre, dann wäre es auch kein Müssen und kein Bemühen mehr. Die Schule hat den ganz wesentlichen Auftrag, diese Neugierde für die Sprachen zu wecken, und über die Sprachen die Neugierde für die anderen Kulturen in unserem Land. Im Bericht steht etwas ganz Gescheites: «Vielleicht werden in der Schule die Kinder durch zu hohe Ansprüche eher zum Schweigen als zum Sprechen gebracht.» Leider ist daran viel Wahres, denn die Schule erzieht die Kinder ja auch zum Antworten statt zum Fragen und tötet gerade damit die Neugierde ab. Das gilt für die Muttersprache und wohl noch mehr für die Fremdsprachen.

Wir müssen in der Sprachenfrage und beim Lernen von Sprachen andere Wege gehen. Ich werde mit meiner parlamentarischen Initiative, die von der Kommission gutgeheissen worden ist, einen Vorschlag machen. Die sogenannte zweisprachige Erziehung ist ein ganz effizientes Mittel, um Sprachen anders zu lernen und um über die Sprache in die Kultur und in das Verstehen anderer Mentalitäten hineinzukommen.

Es ist heute so, dass die Schweiz zwar immer noch vom Mythos lebt, ein mehrsprachiges Land zu sein, dass aber in der Realität ihre Bürgerinnen und Bürger leider immer weniger zwei-, geschweige denn mehrsprachig sind. Die Hürden, die zu überwinden sind, um sich in einer zweiten Landessprache ausdrücken zu können – insbesondere wenn man deutschsprachig ist, französisch zu sprechen, oder wenn man Französisch spricht, deutsch zu sprechen –, sind enorm hoch, und die Hemmungen sind sehr gross. Offensichtlich fällt es nicht nur der Jugend, sondern auch den «Mittelalterlichen» unter uns heute wesentlich leichter, englisch zu sprechen als französisch, die Barrieren sind hier kleiner.

Ich möchte Ihnen neben den 23 Empfehlungen der Kommission, die ich sehr gut finde, eine weitere mitgeben, die ich noch wichtiger fände: Ich habe sie von einer Lehrerin, die mir einmal gesagt hat, dass ihre Tochter in der Schule einfach nicht Französisch gelernt habe. Sie habe noch nach Jahren keinen vernünftigen Satz bilden können, und plötzlich – es sei nur ein paar Monate gegangen – habe sie fliessend Französisch gesprochen: Sie habe sich nämlich verliebt. Ich möchte Ihnen

deshalb als 24. Empfehlung mitgeben, wir sollten uns vielleicht ein wenig ineinander verlieben, dann würde das Sprachenlernen, die Verständigung, das Miteinander-Leben, das Miteinander-Arbeiten, auch das Miteinander-Streiten viel leichter und auch lustvoller. Ich denke, es wäre dann noch viel schöner, in einem viersprachigen Land mit vier Kulturen und so verschiedenen Menschen leben zu dürfen.

**Grendelmeier Verena (U, ZH):** Der Schock vom 6. Dezember 1992 sass ziemlich tief, und zwar keineswegs nur in der welschen Schweiz, sondern in der gesamten Schweiz. Krisen müssen aber nicht zwangsläufig etwas Schlechtes sein. Krise heisst letztlich nichts anderes als Entscheidung, und wir haben uns entschieden. Wir haben uns entschieden, eine Kommission zu bilden und uns einmal etwas näher über uns zu unterhalten.

Für mich war diese Kommission etwas vom Erfreulichsten, was ich in den zehn Jahren meiner Arbeit in diesem Rat erlebt habe. Es gab nämlich keine fixen Vorgaben, es gab keine festen Muster, es gab nur unsere Phantasie, allenfalls unsere Ehrlichkeit, uns wirklich ins Gesicht sehen zu wollen. Wir haben dabei festgestellt, dass wir uns nicht kennen, dass wir bisher mehr oder minder freundlich Rücken an Rücken aneinander vorbeigelebt haben. Das Erfreuliche in dieser Kommission war auch, dass man nicht vorschnell zu relativ wohlfeilen Therapien gegriffen hat, sondern den Mut gehabt hat, in immerhin zehn Sitzungen eine Diagnose zu stellen, und zwar selbst da, wo sie allenfalls invasiv war, d. h. etwas schmerzte – aber nicht sehr, seien wir ehrlich.

Die Diagnose hiess zuallererst einmal: Der 6. Dezember 1992 ist keineswegs schuld am sogenannten Röstigraben, er hat ihn höchstens etwas bewusster gemacht. Ansonsten wäre die Gegenfrage gewesen: Hätte es bei einem EWR-Ja keinen Graben gegeben zwischen uns? Das können wir wohl kaum behaupten. Also gilt es nun zu überlegen, welche Möglichkeiten es gibt – nicht, um uns etwas näherzukommen, sondern um uns vielleicht zum ersten Mal kennenzulernen. Das ist ein Abenteuer, zu dem ich uns sehr viel Mut und auch sehr viel Lust wünsche.

Das Paket von Empfehlungen, das vor Ihnen liegt, werde ich auch um einen Punkt ergänzen, aber erst am Ende meiner Ausführungen, weil er vielleicht noch etwas konkreter wird als das, was wir bisher aufgelistet haben. Zwangsläufig standen Sprache, Bildung und die Ausbildung im Vordergrund. Hier möchte ich einhaken und mir erlauben, auf eine Besonderheit im Bereich der Sprache hinzuweisen.

Waren Sie sich je bewusst, dass die Schweiz keine Landessprache hat? Ich musste mich mit John Steinbergs «Why Switzerland» auseinandersetzen, um auf diese Idee zu kommen. Es war also ein Engländer, der mich darauf hingewiesen hat, dass wir ein Land ohne Landessprache sind. Wir haben vier Landessprachen, wovon drei ein Teil der grossen Kultursprachen unseres Kontinentes sind. Es hat nie einen Grund gegeben, aus vier Sprachketten inmitten dieses Europas ein Land zu bilden, eine Einheit zu werden, es sei denn aus dem Willen heraus, ein Land sein zu wollen. Das muss meines Erachtens auch heute noch die Grundlage unserer Auseinandersetzung sein.

Es mag Ihnen banal scheinen, wenn ich feststelle, dass über die Sprache in der deutschen Schweiz erhebliche Missverständnisse herrschen. Sie sind zum Teil angedeutet worden, erfreulicherweise vor allem auch von Herrn Rebeaud, einem Welschen. Die Missverständnisse sind weitgehend für dieses Unbehagen mitverantwortlich, das zwischen uns herrscht. Die deutsche Schweiz leidet an einer Sprachspaltung – ich sage jetzt nicht Schizophrenie, sondern Spaltung –, sie geht mittendurch, und zwar vertikal.

Wir haben zwei Sprachen, eine Muttersprache und eine Vatersprache. Leider sind Mutter und Vater getrennt. Und wenn wir so weiterwursteln, werden sie eines Tages geschieden, und das zum Nachteil der ganzen Schweiz, aber auch zum Nachteil unserer eigenen Identität in diesem Land und gegenüber dem Ausland. Unsere Muttersprache ist das Schweizerdeutsche. Hier muss ich zur Information – vor allem auch der welschen Kolleginnen und Kollegen – auf etwas aufmerksam ma-

chen, was sehr oft nicht bewusst ist: Das Schweizerdeutsche ist eine nur und ausschliesslich gesprochene Sprache. Nie und unter absolut gar keinen Umständen reden Deutschschweizer miteinander hochdeutsch, eher chinesisches, eher englisch – hochdeutsch nicht. Hochdeutsch hingegen – das ist die Vatersprache – ist eine nur geschriebene und gelesene Sprache und hat sehr Mühe, als gesprochene Sprache verwendet zu werden. Die Deutschschweizer benutzen es ausgesprochen ungerne und mit abnehmender Tendenz.

Die Frage stellt sich nun natürlich: Ist unsere Muttersprache eine Sprache, oder ist sie lediglich ein Dialekt? Nach klassischer Lesart wäre sie ein Dialekt, denn eine Sprache definiert sich per Definition über Wort, Sprache und Literatur. Das tut das Schweizerdeutsche nicht. Demgegenüber gibt es allerdings noch eine andere Definition, die in diesem Zusammenhang ins Gewicht fällt: Es ist die soziale Zugehörigkeit, die soziale Zuordnung.

Auch im Ausland gibt es Dialekte, die ebenso verschieden sind von der Hochsprache wie das Schweizerdeutsche vom Hochdeutschen. Aber die Hemmschwelle vom gesprochenen Dialekt zur Hochsprache ist enorm viel niedriger. Das ist bereits im Tessin der Fall. Das Verhältnis der Tessiner zu ihrer Hochsprache ist viel weniger gestört als das unsrige. Das heisst also: Wir müssen zuerst einmal zur Kenntnis nehmen, dass Schweizerdeutsch eine Sprache ist und kein Dialekt, denn der Hochschulprofessor wie der Hilfsarbeiter reden dieselbe Sprache, und das ist Schweizerdeutsch. Das Schweizerdeutsche markiert keine soziale Zuordnung, und somit ist es eine Sprache.

So gesehen bedeutet das jedoch, dass wir aufhören müssten, das Schweizerdeutsche lediglich deshalb als Sprache zu betrachten, weil es für uns bequem ist. Denn wie Adolf Muschg einmal geschrieben hat, hat die Schweizerdeutschschwelle vor allem dem Schweizerdeutschen geschadet und es zur pervertierten Babysprache herabgemindert. Wenn wir uns andererseits je länger, desto mehr weigern, uns auch auf hochdeutsch zu unterhalten bzw. Sprachkompetenz in beiden Sprachen zu entwickeln, werden wir schliesslich zu einer sprachlosen Gesellschaft. Unsere Abneigung gegen das Hochdeutsche hat jedoch keineswegs so sehr mit jener vielzitierten Angst vor Grossdeutschland, vor Nazideutschland zu tun, denn die junge Generation kennt diese Angst nicht mehr. Ich vermute, sie hat viel eher und schlicht mit unserer Bequemlichkeit zu tun. Es ist halt bequem, sich an keine Regeln zu halten. Es ist bequem, keine Grammatik lernen zu müssen, keine Syntax und schon gar keine Orthographie. Aber es wäre verhängnisvoll, wenn wir daran festhielten und zuschauen würden, wie wir uns immer mehr selber isolieren – innerhalb des eigenen Landes, aber auch ausserhalb.

Vergessen wir nicht: Deutsch ist in Europa, wenn wir einmal von Russland absehen, die Sprache, die von den meisten Menschen gesprochen wird. Wir haben also allen Grund, das Hochdeutsche als Vatersprache zu behandeln, bei gleichzeitiger Pflege unserer Muttersprache, sonst werden wir eben zu jener sprachlosen Gesellschaft, die ich schon erwähnt habe. Dies mag vielleicht ein Grund dafür sein, warum so viele so berühmte Mimen und Clowns aus der Deutschschweiz kommen. Sie verzichten auf die verbale Sprache und drücken sich über die Körpersprache aus. Aber das kann nicht unser Ziel sein.

Unser Ziel muss bleiben, auch im Namen der Verständigung, von der wir heute sprechen, dass wir Deutschschweizer, wenn wir merken, dass ein Welscher dazukommt, auf Hochdeutsch umschalten. Ich habe in der ganzen Kommissionsarbeit nie gehört, dass uns die Welschen vorgeworfen hätten, dass wir zu wenig gut Französisch könnten – möglicherweise aus der realistischen Einschätzung heraus, dass auch ihr Deutsch nicht immer über alle Zweifel erhaben ist. Aber sie werfen uns vor – und das zu Recht –, dass wir nicht mehr «foutus» sind, mit ihnen hochdeutsch zu reden, wie das noch vor wenigen Jahren der Fall war.

Ich habe ein Postulat zu dieser Frage eingereicht, eine Erweiterung dieses Kataloges; denn wenn wir diesen Teufelskreis durchbrechen wollen, müssen wir irgendwo beginnen. Beginnen müssen wir in der Schule, aber nicht bei den Kindern – denn wie sollen sie es lernen, wenn es die Lehrer auch nicht

mehr können? Wir müssen also bei der Lehrerausbildung anfangen, und zwar auf höchst einfache Art: Wer in diesem Land, in der deutschen Schweiz Lehrer werden will – auf welcher Stufe auch immer –, hat zur Erlangung des Diploms einen dreimonatigen Sprachaufenthalt im deutschsprachigen Ausland zu absolvieren – so, wie wir das schon längst mit dem Französischen, dem Englischen, dem Italienischen, dem Spanischen machen. Das ist eine Selbstverständlichkeit.

Vergessen Sie etwas nicht – Ständerat und alt Erziehungsdirektor Jean Cavadini hat es trefflich gesagt und auf den Punkt gebracht –: Die erste Fremdsprache der Deutschschweizer ist nicht Französisch, sondern Hochdeutsch. Lernen wir also zuerst einmal Hochdeutsch, damit wir uns, chers amis de la Suisse romande, besser verstehen. Nötig ist es alleweil, und wie Herr Rebeaud gesagt hat: Wir gewinnen die Schweiz zurück, und wir öffnen uns gegenüber Europa.

**Borer Roland (A, SO):** Es wurde heute morgen schon sehr viel über die Sprache gesprochen. Wenn man die Gewichtung ansieht, die diesem Bericht zugrunde liegt – zum grossen Teil kann und will ich ihn auch mittragen –, müsste der Untertitel nicht «... das Missverhältnis soll uns bekümmern» lauten, sondern er müsste «... das Missverständnis soll uns bekümmern» heissen. Ich bin aber der Meinung, dass der Titel richtig ist. Es ist ein Missverhältnis vorhanden, ein ganz natürliches Missverhältnis. Es gibt in unserem Land Minoritäten wie in jedem anderen Land auch, und der Umgang mit diesen Minoritäten soll uns am Herzen liegen, soll uns bekümmern.

Nach unserer Ansicht ist das Problem, das heute richtigerweise erkannt wurde, nicht allein ein Sprachenproblem, es ist ein Mentalitätsproblem. Wir müssen feststellen – ich finde es sogar gut, dass wir das tun –, dass unsere Romands, dass die Tessiner und dass zum Teil auch die Rätromanen in vielen Bereichen anders denken als die Masse der Deutschschweizer. Die Mentalität ist anders, und dafür möchte ich als Deutschschweizer an dieser Stelle einmal den Romands danken. Ich bin dankbar, dass die Gruppe der romanisch Sprechenden in unserem Land noch etwas wie ein liberales Gewissen darstellt. Es ist eine sehr angenehme Differenz, es ist ein sehr netter Unterschied zu dem stellenweise unverständlich starken preussischen Verhalten der Deutschschweizer, das oft festgestellt werden muss.

Ich konnte aufgrund meiner früheren beruflichen Tätigkeit und auch aufgrund des Militärdienstes, den ich leistete, sehr viel in der Romandie Gast sein, und ich habe keine Minute der Zeit bereut, die ich dort verbringen durfte.

Auch die Diskussion heute, die eigentlich im Resultat der Abstimmung vom 6. Dezember 1992 ihren Ursprung hat, zeigt, dass sich die Deutschschweizer auch heute noch ihrer Machtposition, die sie in unserem Lande innehaben, absolut bewusst sind. Es gab schon vor dem 6. Dezember 1992 Probleme, es gab häufig Differenzen. Seit 1972 gab es bei Volksabstimmungen in 18 Prozent der Fälle Differenzen zwischen der Romandie und der Mehrheit, die durch die Deutschschweiz diktiert wurde. Die Mehrheit der Deutschschweizer hat es nie gekümmert; man hat das Resultat zur Kenntnis genommen und ist zur Tagesordnung übergegangen. Nun ist der sagenhafte 6. Dezember 1992 gekommen, und plötzlich erachtet es auch die Mehrheit in diesem Parlament als notwendig, über die Differenzen zu sprechen.

Ja, warum denn? Einerseits haben die Medien mitgewirkt, der 6. Dezember 1992 wurde zum nationalen Katastrophentag heraufstilisiert; andererseits hat es auch unserer Landesregierung gut ins Konzept gepasst, dass man die Ablehnung ihrer Vorlage endlich diskutierte.

Warum haben wir uns nicht um die Differenzen gekümmert, zu denen es zum Beispiel jedesmal bei Verkehrsvorlagen gekommen ist? Warum haben wir damals nichts gesagt? Ja, die Romands, die sollen sich nach der Deutschschweiz richten. Warum haben wir nichts gesagt, als latente Differenzen in der Energiepolitik vorhanden waren? Das hat keine Rolle gespielt, die Romands haben sich nach uns richten müssen. Das ist meines Erachtens die Deutschschweizer Überheblichkeit. Was braucht es, damit unser Willensstaat, unsere Willensnation mit den verschiedenen Sprachgruppen auch weiterhin

bestehen bleibt? Es braucht noch verstärkt den Föderalismus in unserem Land. Wir müssen nicht alles gleichschalten – vom Genfersee bis zum Bodensee und von Basel bis Chiasso. Lassen wir den Regionen auch die notwendigen Eigenheiten! Über das Kennenlernen wurde gesprochen, dazu brauchen wir auch keine weiteren Ergänzungen anzubringen.

Noch ein wesentlicher Punkt, der mir wichtig erscheint, wenn wir schon den Röstigraben problematisieren: Bauen wir doch auch einmal den Röstigraben hier in diesem Parlament ab. Der Röstigraben, der sich dahin gehend zeigt, dass die Romands hier sitzen und die Deutschschweizer dort – dies über die Parteigrenzen hinweg. Eine Situation, die mir eigentlich sehr wenig bis gar nicht passt: Nicht einmal hier im Parlament hat man die Möglichkeit, den so oft beschworenen Röstigraben abzubauen!

**Borradori Marco (D, TI):** La coesistenza delle differenze e lo smussamento delle divergenze: per anni questi concetti hanno caratterizzato la vita del nostro Paese, dando forma ad una convivenza estremamente costruttiva tra diverse mentalità, ammirata ed invidiata dal mondo intero. Poi è arrivato il 6 dicembre 1992 e la macchina è sembrata incepparsi: Cantoni romandi da una parte, resto del Paese dall'altra. Un gran polverone, spesso sollevato ad arte, con alcuni media preoccupati solo di attizzare il fuoco delle divergenze e di dividere la Svizzera in progressisti e nostalgici, in buoni e cattivi.

Tutto il gran parlare attorno al «Röstigraben» è dovuto però all'importanza e alla risonanza della votazione cui esso è legato. Non va infatti dimenticato che già prima del 6 dicembre 1992, ed invero anche dopo, è capitato più volte che l'esito di una votazione fosse diverso nei Cantoni romandi rispetto al resto della Svizzera, senza che nessuno gridasse allo scandalo. Ciò non significa misconoscere il problema, bensì relativizzarlo, evitare di drammatizzarlo. Quanto è accaduto fa parte delle regole del gioco democratico, e come tale va accettato. Anche se, per chi è in minoranza – noi Ticinesi lo sappiamo bene – ciò può essere qualche volta duro. Piombare in una crisi d'identità o chiedere a gran voce sistemi che riducano drasticamente i diritti popolari non costituisce comunque la soluzione. Rialzarsi in piedi e riprendere la lotta per far prevalere le proprie idee, invece sì.

Da sempre è così: ad ogni votazione occorre armarsi di chiarezza e di argomenti per illustrare la posta in gioco e dopo, se necessario, di pazienza e tenacia per ricominciare.

La sera del 6 dicembre 1992, scrive la speciale commissione nel suo rapporto, gli svizzeri tedeschi fautori dello Spazio economico europeo, oltre che delusi, si sarebbero sentiti a disagio nei confronti dei romandi, provando persino un certo senso di colpa. Questa conclusione non è per niente accettabile. La delusione è comprensibile, sempre, però il popolo deve poter decidere senza vergognarsi e in particolare senza provare sensi di colpa. Questa è la vera libertà che caratterizza la nostra democrazia. Questa è l'intima libertà che va difesa a tutti i costi. Evitiamo di cedere alla facile tentazione di fare di ogni importante confronto popolare uno psicodramma nazionale!

Sensi di colpa verso i perdenti di oggi, che domani potrebbero essere i vincitori, sono del tutto fuori posto. Quando in un Paese è possibile dibattere apertamente su tutti i problemi, quando le minoranze possono esprimersi pubblicamente e far valere le loro opinioni, allora la democrazia dimostra di essere vitale ed in buona salute. Noi dobbiamo solo preoccuparci di difendere questa apertura, di tutelare e di proteggere questa tolleranza. Il timore che la Svizzera vada a pezzi è del tutto infondato. L'identità delle minoranze permane saldamente svizzera, al di là delle tante chiacchiere da salotto.

Ma esiste davvero un fossato? Non si tratta piuttosto di diversità di vedute, quella diversità che in definitiva rappresenta da sempre la vera ricchezza del nostro Paese? In una democrazia è importante che il particolare e il diverso non vengano semplicemente tollerati, ma che vengano rispettati ed apprezzati quale motore per un confronto continuo e costruttivo.

Forse la votazione sullo Spazio economico europeo ha rappresentato un colpo di frusta salutare, al di là di tutte le esagerazioni e di tutte le storture. Ci ha ridestato dal torpore di una

pericolosa «routine», ci ha obbligati a riflettere sulla nostra identità, a porci la domanda: in Svizzera siamo veramente uniti o soltanto vicini, magari per necessità o per contingenza?

Abbiamo ora dinanzi agli occhi un rapporto e più di venti raccomandazioni per una migliore convivenza. Una serie impressionante di ponti, passerelle e viadotti per superare i presunti fossati tra le varie comunità linguistiche. Un programma ambizioso e carico – forse troppo – quasi una ricetta sotto forma di decreto per una migliore comprensione.

Restiamo con i piedi per terra. Su una vasta gamma di proposte Berna non può intervenire direttamente. Parecchi progetti concernono l'insegnamento, le lingue e i media. L'insegnamento e le lingue rientrano di principio nella sfera di competenza dei Cantoni. I media soggiacciono all'autonomia della Società svizzera di radiodiffusione e televisione.

Restiamo con i piedi per terra e ricordiamoci che la comprensione, il rispetto reciproco, l'unità vera si costruiscono, si rafforzano, si legittimano, mattone dopo mattone, perlopiù sugli avvenimenti quotidiani.

**Jeanprêtre Francine (S, VD):** Le vote du 6 décembre 1992, malgré l'enjeu de politique extérieure qu'il représentait, a débouché assez vite sur l'analyse des divergences ou des différences comportementales entre les différentes régions linguistiques du pays. De façon insolente pour les uns, la Suisse romande, traditionnellement acquise à une politique des affaires étrangères ouverte, confrontée à des taux de chômage impressionnants, attendant ainsi beaucoup de l'Espace économique européen pour ouvrir ses marchés, se voyait majorisée par une Suisse allemande repliée sur des images dépassées d'une Suisse isolée et qui était fière de son modèle exclusif.

Bien plus encore que le score de la votation, c'est la tendance à l'isolement du reste du monde, à se renfermer sur notre histoire, sur nos légendes et sur nos problèmes qui représente une involution dangereuse. Il est encore, heureusement, une large part de la population qui maintient la tradition d'une Suisse généreuse, mais la tendance qui émerge de la votation, et surtout des arguments adoptés dans les polémiques et dans les débats, peut réellement préoccuper. Quand on incite à l'égoïsme, cela a des répercussions sur toute une ligne de conduite et pas seulement sur le thème que l'on traite.

Mais cette attitude de repli, du moins ressentie comme telle par une large majorité de Romandes et de Romands, exprime aussi un sentiment d'exclusion à leur égard. Et, à ce stade-là d'incompréhension, qui a été encore renforcée par de douteuses interprétations du vote sur l'initiative des Alpes, il est urgent de prendre un peu de recul et peut-être de mettre fin à des clichés qui ne creusent qu'un peu plus ce qu'on qualifie de façon parfois un peu excessive de fossé, et se pencher sur l'avenir de la Suisse tout entière.

La commission a souhaité, en premier lieu, faire un survol des résultats des votations fédérales de ces dix dernières années. Dans l'ensemble, on constate que, dans une proportion de 18 pour cent, la Suisse romande a généralement voté différemment de la Suisse allemande. Ce n'est donc pas un phénomène nouveau et nous avons pu vivre en bonne intelligence malgré ces différences. Comment cela va-t-il évoluer au vu du caractère toujours plus ouvert sur l'extérieur de notre politique suisse?

Dans le domaine économique, beaucoup d'autres préjugés circulent qui sont démentis par des études et des chiffres qui verraient la Suisse romande être particulièrement l'otage des décisions prises en Suisse alémanique. Un récent article du magazine «Cash» attire notre attention sur un fait: la concentration du pouvoir économique du triangle d'or Zurich-Bâle-Winterthur rend les régions périphériques autant dépendantes que la Suisse romande. S'ajoute à cela que plus d'un canton romand dépend lui-même d'un autre canton romand en ce qui a trait à ses postes de travail dans le domaine du tertiaire, particulièrement développé entre Genève et Lausanne. La fameuse barrière se situe moins au-delà de la Sarine qu'au travers de la même région linguistique. Le problème de l'emploi est, d'ailleurs, d'envergure nationale. Et l'on ferait bien de prendre conscience que davantage que l'éventuel fossé lin-

guistique, c'est la politique des banques qui entraîne ou déstabilise, comme actuellement, l'économie du pays.

L'harmonie confédérale passera par une revitalisation du tissu économique et un niveau de bien-être social décent pour tous de part et d'autre de la Sarine. De façon idéale, on a toujours prétendu que la richesse de la Suisse, c'était la diversité des langues, des cultures, des religions et que sa force était bien celle de son harmonie. Mais, depuis le 6 décembre 1992, le danger existe que ces différences ne soient plus perçues sous l'angle de la complémentarité, mais au contraire sous l'angle de leur opposition.

L'enjeu était politiquement si important et l'espoir si fou pour les jeunes générations, en Suisse romande particulièrement, que le résultat a fait naître un grave sentiment d'amertume. Jusqu'à ce jour, on avait cohabité en s'ignorant, dans le pire des cas, bercés par les habitudes et le confort un peu comme dans un vieux couple. Mais l'on réalisait soudain que malgré la durée exceptionnelle du mariage et l'admiration que cela suscitait, on pouvait envisager le divorce, en tout cas tenter l'infidélité, car l'Europe, et le projet qu'elle représentait, était très séduisante. C'est à ce stade-là que la commission, davantage dans le rôle d'un thérapeute appliquant la médecine douce, que dans celui du juge appelé à trancher, a situé son travail.

Les propositions que nous avons faites ne ressortissent pas toutes au seul domaine de la Confédération, mais le problème de la langue a été prioritairement évoqué. En effet, si les langues française et italienne sont accessibles à la fois dans le langage parlé et écrit de façon identique, que s'est-il passé en Suisse allemande pour que le dialecte se soit imposé de façon si naturelle qu'on en oublierait même que la presse écrite est encore rédigée en bon allemand et que, par conséquent, chacun est apte à comprendre ce que lui livre son «Blick» quotidien?

Certes, nous savons que le bon allemand est plus académique, élitaire diraient certains, et que le dialecte est l'expression de l'affectivité, de la convivialité, des sentiments, et du sentiment d'identité régionale très important par rapport à l'Allemagne, grande voisine qui suscite toujours une diffuse antipathie.

En perpétuelle quête d'une confirmation de son identité par rapport à ce puissant voisin, le média le plus attractif, la télévision, s'est ingéninée, pour des raisons commerciales liées au taux d'écoute, à ne passer, non plus seulement de la publicité en dialecte, mais des émissions entières de politique suisse. C'est une dérive tout à fait quantifiable. Et si le téléspectateur romand ou tessinois peut encore comprendre, grâce à l'image, qu'il a fait le bon choix de lessive, par contre, il décrochera lors de l'émission «Arena»!

Dans une lettre du 24 octobre 1993 adressée au président de la commission, le directeur général de la Société suisse de radiodiffusion et de télévision relevait ceci: «La langue suisse alémanique est la langue maternelle et quotidienne des auditeurs et téléspectateurs de la DRS. Ce fait culturel constitue une originalité par rapport au monde germanique, et surtout, actuellement, la radio et la TV doivent correspondre à leur public.» Nous soulignons, dans la proposition numéro 9, que, selon le texte de la concession, les émissions d'information d'intérêt national à la télévision et à la radio en Suisse alémanique doivent être diffusées en allemand.

Loin de nous l'idée de nier l'existence, la pratique ou l'utilité, à certaines occasions, d'avoir recours au dialecte, mais il faut alors être clair dans ce débat sur l'état des relations que nous souhaitons voir réactiver entre les différentes régions linguistiques du pays et du futur de la langue allemande. De quel côté se situera l'effort? Les jeunes voyagent beaucoup, actuellement, ils se sentent toujours plus citoyens du monde, et l'anglais est assez universellement pratiqué pour leur ouvrir plus d'une porte. Comme autrefois, dans le monde paysan en particulier, on faisait son année de Suisse romande ou de Suisse allemande pour vivre autre chose, découvrir d'autres gens, et apprendre une autre langue, on part volontiers, actuellement, dans des régions beaucoup plus lointaines, quand on a vingt ans.

Si l'on a l'intention de revivifier les contacts et la communication à l'intérieur du pays, il faut alors se concentrer sur les pro-

positions d'apprentissage d'une autre langue nationale. Et nous avons fait plus d'une proposition au sein de la commission, car l'on ne peut tout de même pas envisager, à l'image de ce qui se passe déjà dans la vie économique, que l'on communique à l'avenir en anglais dans notre pays.

**Camponovo Geo (R, TI):** «Illustrissimi e potentissimi signori e padroni»: così si rivolgevano i Leventinesi agli Svizzeri urani dopo la loro spedizione punitiva della metà del secolo XVIII. Non so se i Leventinesi sono stati ascoltati e capiti; sappiamo che oggi gli urani sventolano settimanalmente la bandiera dell'Ambri-Piotta.

Capita ancora, ma capita ad ogni latitudine che esistano illustrissimi e potentissimi signori come quelli della Von Roll che senza nessuna considerazione dei valori di una regione, dei valori umani, vengono in Ticino a spodestare – ma è una minoranza.

Ritornando al tema, se facciamo astrazione da qualche pittoresco moto d'indipendenza, mi sembra di poter dire che il Canton Ticino vive la sua realtà di minoranza con molto rispetto e considerazione per la sostanza della nostra vita nazionale e per la maggioranza che sin qui decide e deciderà.

Pretende il Canton Ticino, a sua volta, di essere considerato per il valore specifico che apporta alla Confederazione: una cultura e pertanto un suo modo di interpretare e vivere la vita. Chiede pertanto che la maggioranza e il potere rispettino questi valori, si impegnino a non appiattirli e abbiano a coltivarli nell'interesse di tutti, la realtà positiva preponderante, accompagnata da difficoltà correnti, di rapporto con il potere centrale, a volte da sentimenti di frustrazione.

Le autorità cantonali si sentono troppo spesso schiacciate dal potere amministrativo bernese, sottolineo amministrativo in contrapposizione al Consiglio federale che ha molta comprensione. A volte manca nell'amministrazione la necessaria comprensione per il nostro particolare modo e per la nostra particolare visione di vita.

Per capirci meglio o per continuare a capirci, la vostra commissione espone tutta una serie di proposte, a mio modo di vedere forse troppe – ve ne fossero soltanto un paio, sarebbe meglio.

Non credo molto alla volontà profonda di conoscerci e capirci fin più di quel tanto. Giova – mi chiedo ad esempio – rompere lo splendido isolamento di chi vive con il solo «Schwitzerdütsch»? L'esempio potrebbe essere rovesciato per altri splendidi isolamenti in Svizzera francese o in Ticino, in ogni angolo della terra.

Fra le troppe proposte la commissione ha voluto ritenere anche la mia che si ricollega alla scadenza del 1998 e del 2000. Facciamo in modo che anche la più piccola associazione svizzera abbia la possibilità di esprimersi in modo semplice su una serie di valori nazionali. Raccogliamo queste valutazioni e parliamone, magari proprio fra il 1998 e il 2000, con la mente rivolta al futuro nostro e degli altri. So che rompo un po' le uova nel paniere del Canton Ticino e di Ginevra per i loro progetti. Io ritengo che sarebbe molto meglio parlare per anni di fila dei nostri valori che non organizzare grandi manifestazioni per il 150° o per il 2000.

Per la minoranza ticinese si faccia in modo che questa possa svilupparsi nel rispetto degli interessi superiori qualificanti, come meglio pensa questa minoranza. Aiutiamola a svilupparsi assieme al suo territorio culturale e naturale, l'Italia, in particolare l'Italia del nord. Se è possibile, si pensi a leggi e disposizioni sempre più aperte alle diversità che valorizzano la nostra scelta politica comune; ne ha parlato il collega Nebiker.

Prima di ringraziare il presidente della commissione per un lavoro veramente simpatico che ha organizzato, dirò dell'imbarazzo che è stato procurato dal tema posto qui davanti a noi dalla collega Leni Robert. Essa ha detto: se vogliamo capirci, se vogliamo imparare un'altra lingua, dobbiamo innamorarci. L'abbiamo sempre saputo, solo che, se io interpreto bene i valori di questa sala, dovrei concludere che per imparare bene il tedesco – quello buono – dovrei innamorarmi di Verena Grendelmeier, ma poi dovrei trovare anche qualcun'altra da innamorarmi per imparare bene anche lo «Schwitzerdütsch»!

**Gross Andreas (S, ZH):** Ich bin mir nicht sicher und frage mich, ob wir uns wieder zu schnell theoretisch einig sind und in der Praxis dann dieser Theorie nicht Genüge tun. Die meisten hier scheinen sich bewusst zu sein, dass nicht die Unterschiede das Problem sind und auch nicht das «Gleicherwerden» das Ziel ist. Wenn das aber so ist, dann reichen eben Toleranz und Verständnis nicht. Wenn das so wäre, müssten wir doch viel neugieriger aufeinander sein, müssten merken, dass es gut ist, dass der andere so ist, wie er ist, nämlich anders. Sonst wäre man gar nicht mehr sich selber, weil das andere meistens die Ergänzung zu dem ist, was man selbst ist. Das eigene braucht das andere also, um ein Ganzes zu werden. Wenn das so wäre, dann würde hier in diesem Haus schon lange anders politisiert.

Verständigung hat ja im Deutschen zwei verschiedene Bedeutungen: Einerseits einander kennen, das andere verstehen, andererseits aufeinander zugehen. Französisch gibt es für diese beiden Bedeutungen «comprendre» und «s'entendre». Ich denke, in der Schweiz ist das Problem in allen Landeskreisen, in allen Sprachkulturen, dass man zu schnell ist – dass man nämlich gewissermassen zu schnell meint, man müsse sich verständigen, bevor man das, was der ersten Bedeutung des Wortes «Verständigung» entspricht, nämlich das Kennen des anderen, überhaupt geleistet hat. Das andere kennenzulernen ist eine grosse Anstrengung, und das sollten wir zuerst tun, bevor wir uns zu schnell zu einigen versuchen. Das ist genau die gleiche Idee, wie dass man nicht zu schnell, vorauseilend, den Kompromiss suchen sollte, bevor überhaupt die Differenz festgestellt ist: die Differenz aushalten, die Spannung, die Offenheit aushalten, bevor der Kompromiss gesucht wird. Ich denke, das ist eine Schwäche von uns allen, die dann – weil alle diese Schwäche haben, diese Differenz nicht aushalten und ihr vielleicht dann aus dem Wege gehen – zu Schwierigkeiten bezüglich der Verständigung im Sinne von «s'entendre» führt.

Ich habe das Glück gehabt, Ende der siebziger, Anfang der achtziger Jahre in Lausanne zu studieren. Die grossen Fragen, die seither die Welt beschäftigt haben, sind in der Schweiz immer als Gegensatz ausgetragen worden, obwohl eigentlich die Gegensätze jeweils zwei Pole betont haben – dies hat die Schweiz manchmal zerrissen –, die zusammengehören. So zum Beispiel in der Friedensbewegung: Die französische Tradition hat immer die Freiheit betont und sozusagen den Kampf, gar den Krieg, eher akzeptiert, während die deutsche Tradition den Krieg vermeiden wollte und vielleicht dann die Freiheitskomponente vernachlässigt hat. Die Schweiz hätte die Chance gehabt, zu zeigen, dass beides zusammengehört. Überhaupt: Es gibt keine Freiheit ohne Frieden und keinen Frieden ohne Freiheit.

Ebenso falsch sind die Gegensatzpaare Ökonomie und Ökologie oder Bewegung und Institution oder Spontaneität und Disziplin oder neuerdings Partizipation und Autonomie oder – bezüglich des 6. Dezember 1992 – Weltoffenheit und Selbstbestimmung. Beide brauchen einander. Sie bilden keine Gegensätze, sondern Paare mit zwei Teilen. Wir haben hier, im ganzen Land und in ganz Europa oft die Tendenz, jeweils die eine Seite emporzustilisieren und auf der anderen Seite blind zu sein; d. h., wir sehen nicht, dass beides zusammengehört, denn jede Medaille hat eine Kehrseite. Wir haben oft die Tendenz, nur jene Seite zu betonen, die wir sehen.

Die Schweiz hätte die grosse Chance in Europa, das zu merken, weil diese Klüfte auch Europa teilen. Viele Nationen betonen das eine und haben viel grössere Schwierigkeiten, im anderen das Komplementäre zu sehen, weil das andere zu einer anderen Nation gehört.

Hier steckt das drin, was Dürrenmatt und Frisch als Aufgabe empfunden und der Schweiz vergeblich vorgeschlagen haben, nämlich aus diesem Unterschied eine Kraft zu machen für gemeinsame Zukunftsentwürfe. Wir haben solche gemeinsamen Zukunftsentwürfe, die gerade Europa braucht, heute nicht mehr, weil wir zu schnell der Differenz ausweichen und zu schnell den Konsens suchen, ohne die Differenz wirklich auszutragen und zu merken, dass der andere etwas betont, was man selber vielleicht entbehrt.

Das heisst zusammengefasst, was Friedrich Dürrenmatt in ei-

nem «Fragment» zur «Dramaturgie der Schweiz» schon 1969 geschrieben hat: «Das Problem sind nicht die Gegensätze, die Gegensätze sind natürlich; schwer wiegt nur, dass nichts aus diesen Gegensätzen entsteht, dass man die Chance nicht nutzt, diese Gegensätze zu haben.»

Das wäre die Chance für die Schweiz. Indem sie versucht, diese zu nutzen, würde sie auch Europa einen grossen Dienst erweisen können.

**Lepori Bonetti Mimi (C, TI):** «Le déclin d'une société commence au moment où l'homme se demande ce qui lui arrivera, au lieu de s'interroger sur ce qu'il peut faire.»

Questa riflessione, è Denis de Rougemont che ce la offre, lui che ha saputo in maniera magistrale conciliare l'amore per la Svizzera confederale e il desiderio che il nostro Paese possa aprirsi al di là delle frontiere geografiche e mentali.

Vorremmo poter dare un seguito positivo a questo invito, soprattutto in questo momento, dove l'evoluzione rapida del nostro continente ci obbliga a rimettere in discussione quanto acquisito dalla nostra cultura e dalle nostre istituzioni politiche. La storia corre e diventa importante chinarci sulle sfide che questa nuova epoca ci offre: un'opportunità grande che, se è giocata nella giusta maniera, può offrirci la chiave d'interpretazione per trovare una migliore coesione tra i diversi soggetti che compongono il nostro Paese.

I conflitti, che non sono in sé negativi, perché esprimono una pluralità d'interessi presenti nella nostra società, degenerano sovente a causa di particolarismi esasperati e di una mancanza di disponibilità a riconoscere gli interessi degli altri.

La chiave di successo del modello svizzero, questo modello invidiato da molti altri Paesi – pensiamo all'Italia, all'ex-Iugoslavia – consiste nella capacità di affermare ognuno di noi, ogni nostra regione, ogni nostro Cantone, chiaramente la nostra identità, il nostro modo di essere, le nostre differenze e le nostre comuni radici. Tutto questo senza complessi, senza voler appiattire, senza voler offuscare l'identità che ci è propria.

Siamo inoltre consapevoli che la strada per raggiungere degli obiettivi comuni è più in salita e necessita di un lasso di tempo maggiore. E' come se avessimo bisogno di appassionarci a un progetto comune, capace di scuoterci. Forse l'occasione ci è data con l'idea dell'esposizione nazionale del 1998.

Il mio Cantone ha presentato un progetto «forte, affascinante e geniale», per usare le parole dei Consiglieri federali che l'altro giorno hanno potuto incontrare il gruppo di lavoro e il Consiglio di Stato ticinese. Un progetto capace di accogliere nel segno del triangolo, il disegno geometrico per definizione perfetto, tutta la Svizzera.

Ma non credo che in questa discussione ci si possa però limitare a un discorso culturale e linguistico.

Sans vouloir sous-estimer les différences parfois profondes, mais toujours nuancées, entre, d'une part, la majorité des Suisses alémaniques et, d'autre part, les Tessinois et les Romands sur la question de l'intégration européenne, je crois pour ma part que les vraies menaces sur l'unité fédérale concernent beaucoup plus l'aspect économique et financier que celui idéologique qui oppose pro- et antieuropéens. Si nous voulons vraiment contribuer à renforcer ce lien dans un moment de transition politique délicat qui arrive dans une période de basse conjoncture, c'est d'abord dans un véritable travail de péréquation économique et financière que nous devons nous engager dans les plus brefs délais.

Les échanges culturels sont certes importants et il faut réaliser tout ce qui est possible pour les favoriser, sans brusquer pour autant le légitime désir de nos différents peuples de garder leurs spécificités. Mais, examinons, s'il vous plaît, les disparités économiques du pays. Tenons compte de l'ampleur très différente du phénomène du chômage dans les différentes régions suisses.

Interrogeons-nous aussi sur les disparités financières entre les cantons et les régions de la Suisse? Le rapport qui nous a été soumis est très faible sur ce point. C'est sur ce dernier que nous devons – à mon avis – faire preuve de solidarité concrète. Sommes-nous disposés à modifier l'actuelle répartition des commandes de l'armée, des régies fédérales en la rendant plus équitable vis-à-vis de la Suisse romande et du Tessin?

Sommes-nous disposés à revoir la péréquation financière qui, malgré les gros investissements de la Confédération, n'aboutit pas à un plus grand équilibre financier confédéral? Sommes-nous disposés à remettre en chantier dans les plus brefs délais des mesures actives en faveur des régions périphériques, non seulement dans le domaine des investissements, mais aussi dans celui du chômage et de la formation?

Voilà une partie – la liste est encore très longue – des questions concrètes qui pourraient témoigner d'un réel intérêt de la majorité de ce pays pour l'entente avec la minorité. La devise «un pour tous, tous pour un» figurait – ne l'oublions pas – sur notre pièce de 5 francs. Ce fait suffit pour nous rappeler que la solidarité et l'unité ne se construisent pas sur l'idéalisme ou le volontarisme, mais sur le souci solidaire pour l'intérêt de tout le monde.

Due sono le riflessioni che hanno accompagnato questo mio intervento:

1. La prima pone l'accento sulla necessità di affermare la propria identità, senza complessi, senza appiattirla, cercando insieme soluzioni ai problemi che la Svizzera oggi ha, e in questo senso, il progetto di esposizione nazionale potrebbe essere un'occasione vincente.
2. La seconda chiede alla Confederazione di esaminare seriamente le disparità economiche, presenti nel nostro Paese, e di favorire, proprio in questo momento economicamente difficile, una diversa redistribuzione delle comande, degli investimenti della Confederazione. Il «triangolo d'oro» non può essere ulteriormente privilegiato a scapito della Svizzera francese e della Svizzera italiana, perché la solidarietà e l'unità non si costruiscono su dei volontarismi, ma su di una reale preoccupazione verso i bisogni di tutti e di tutte le regioni.

**Wyss William (V, BE):** Ich bin der Kommission für ihre umfangreiche Arbeit dankbar. Um es gleich vorwegzunehmen: Mit einigen Schlussfolgerungen bin ich nicht einverstanden.

Was die vermehrte Anwendung der deutschen Schriftsprache in den Schulen, in den Medien und in den politischen Diskussionen anbelangt, bin ich mit der Kommission einverstanden. Wir Deutschschweizer geben es zu: Hochdeutsch ist für uns eine Fremdsprache, eine Sprache, die wir unbedingt erlernen müssen. Deshalb gilt hier der Grundsatz «Was Hänchen nicht lernt, lernt Hans nimmermehr». Ich sehe dies bei meinen Lehrlingen. Sie haben grösste Mühe, in ihrem Tagebuch richtige deutsche Sätze zu formulieren. Ich persönlich gebe zu: Ich habe auch Mühe, ein korrektes Deutsch zu schreiben und zu sprechen.

Zurück zum Bericht der Verständigungskommissionen: Auf Seite 27 finden wir die Empfehlungen und Anträge. Hier vermisse ich konkrete Vorschläge zuhanden des Parlamentes. Wir Parlamentarier sind ja nicht ganz unschuldige Leute. Auf der Titelseite des Berichtes steht ja: «... das Missverhältnis soll uns bekümmern». Wenn es uns bekümmern soll, müssen wir auch sagen, wo wir im speziellen einen Beitrag zur besseren Verständigung der verschiedenen Landesteile leisten können. Zu Beginn des Berichtes wird auf die Anzahl der abweichenden Kantonsresultate bei den Abstimmungen in den Jahren 1978 bis 1987 hingewiesen. Wer trägt die Verantwortung für die Meinungsbildung im Volke? Wir alle, also Bundesrat und Parlament, tragen zur Meinungsbildung im Volke bei! Das ist sicher richtig so. Wir haben auch die Pflicht, politische Verantwortung zu tragen, und zu dieser Pflicht gehört auch die Wahrung der Einheit unserer Nation. Apropos Meinungsbildung – Hand aufs Herz: Wer in diesem Saal hat vor Abstimmungen immer die Mehrheit des Parlamentes vertreten, wenn er oder sie im Rat der Minderheit angehörte? Sehr bestimmt und unmissverständlich wurde doch von uns vor Abstimmungen die eigene Meinung vertreten. Ob wir dabei einen Beitrag zur Wahrung der Einheit leisteten, wurde doch nicht lange abgeklärt. Gerade hier liegt ein wunder Punkt. Deshalb vermisse ich die Aufträge an die Mitglieder des Parlamentes.

In der vierten Empfehlung lese ich folgendes: «Die Bundesbehörden .... wenden das Subsidiaritätsprinzip gegenüber den Kantonen in allen Bereichen der Bundesgesetzgebung an, .... sofern sich keine einheitliche Lösung aufzwingt.» Ja wohl, sofern sich keine einheitliche Lösung aufzwingt! Hier

sollte in einem zweiten Absatz umschrieben werden, wann einheitliche Lösungen zur Wahrung der Einheit nötig sind.

Bereits in der fünften Empfehlung erteilt die Kommission dem Bundesrat Aufträge. So weit, so gut! Aber wo bleiben die Aufträge an uns selber, zum Beispiel der Auftrag, dass zur gegenseitigen Verständigung auch der gegenseitige Respekt gehört? Wir müssen wieder lernen, einander über die Landesteile hinaus besser zu respektieren.

Die Empfehlungen im Bildungsbereich sind sicher gut gemeint, aber mir gehen sie zu weit; sie sind auch zu zahlreich. Was ich unter anderem gut finde, ist Empfehlung 17, die aussagt, dass die heutige Schweiz mehr von den Ereignissen von 1848 als von jenen von 1291 geprägt ist; und dass unsere Landesgeschichte neu definiert werden muss, erachte ich als richtig.

In Empfehlung 22 wünscht die Kommission, «dass die Vertreter aus Wirtschaft und Politik sich vermehrt zusammenfinden und einander mehr Interesse entgegenbringen». Mehr wird von den Vertretern aus Wirtschaft und Politik nicht verlangt. Auch hier vermisse ich weiter gehende Forderungen an die Politiker, zum Beispiel die Forderung des gegenseitigen Respektierens und des Suchens nach Lösungen zur Wahrung der Einheit.

Die Motion der Verständigungskommissionen finde ich gut, erwarte aber, Frau Bundesrätin, dass Sie nicht mehr Gesetzesänderungen vorschlagen als nötig.

Das Postulat der Kommissionsminderheit geht zu weit. Ich bitte Sie, es abzulehnen.

**Schmied Walter (V, BE):** «La Suisse n'existe pas», tel fut le thème choisi pour présenter notre pays à l'Exposition universelle de Séville. Provocateur, le sujet incitait les esprits critiques à découvrir notre pays au gré de leur imagination. L'enjeu était intellectuel.

La réflexion de ce jour procède d'une démarche toute différente. Les badinages ne sont pas de mise. Dans l'intérêt bien compris de chacun, une analyse critique et en profondeur s'impose. Il en va de l'avenir de notre pays tout entier, voire de sa survie. Le débat est donc incontournable. Quoi qu'en pensent certains, la Suisse existe bel et bien. Elle existe sous la forme d'une confédération d'Etats et non d'une nation dont l'homogénéité trouverait justification sur de dangereuses bases ethniques.

Grâce à sa pluralité, la Suisse est à l'image d'une mosaïque hors norme faite de mentalités multiples, aux sensibilités souvent divergentes, d'où sa richesse. Construction vivante, notre pays respire grâce à ses diversités. Son cœur bat au rythme des engagements et des sacrifices consentis par chacun. Notre mission est de redécouvrir cette Suisse, de la réinventer, de la reconstruire ensemble chaque jour. Il s'agit-là d'un grand défi, permanent, qu'il nous appartient de relever. Le devoir est hautement valorisant et il requiert notre engagement total et convaincu. Le jour où nous faillirons à notre tâche, la Suisse se transformera en une sorte de réduit et sera reléguée au rang d'un mythe banal ou, plus grave encore, nous la saurions alors transformée en une irréversible et dangereuse anomie.

L'objectif demeure élevé et la démarche d'autant plus délicate qu'elle supprime parfois les intérêts particuliers ou privés. Comme les générations se relaient, l'exercice doit être à chaque fois répété, repensé en fonction des sensibilités, de l'évolution. La philosophie, cependant, reste la même. Sachons que rien n'est jamais définitivement acquis. Aussi, le but ambitieux nécessite un effort soutenu de toutes les parties en présence. Ces parties, précisément, jouissent d'une sorte de droit de veto qui, s'il était exercé par l'un des partenaires, anéantirait les espoirs des autres et ferait s'effondrer l'édifice collectif.

Dans une mosaïque, les pièces qui la composent sont toutes consolidées, elles sont soudées les unes aux autres. Ainsi en est-il des entités géographiques diverses constituant notre pays. Qu'elles soient italophones, francophones, alémanophones; qu'elles soient de la ville ou de la campagne, de la montagne ou de la plaine. Ces entités cohabiteront de manière enrichissante aussi longtemps qu'elles resteront unies par les liens de la communication et du partage. Aussi, nous vouerons une attention toute particulière, sans réserve, et en

priorité, aux régions géographiques minoritaires de la Suisse. Ces entités immuables sont, en effet, davantage vulnérables que d'autres minorités qui se meuvent ou se relaient au sein de notre société.

Qu'il me soit donc permis, ici, de mettre en exergue le rôle prépondérant de la communication. Sans elle, il n'y a point de compréhension possible. Le temps des messagers et des pèlerins est à jamais révolu. Les médias ont pris le relais, ils détiennent de fait le monopole de la communication. Admettre le rôle primordial de la communication dans le fédéralisme helvétique, c'est reconnaître ipso facto la responsabilité des médias en la matière. En Suisse, davantage qu'ailleurs encore, les médias ont à exercer un rôle de garde-fou en restant critiques face aux événements. Ils ont également à jouer un rôle d'éducateur, encourageant le lecteur, l'auditeur et le téléspectateur à s'intéresser aux autres, à fournir les sacrifices réciproques, à s'engager dans la construction d'un avenir commun. L'excès de pessimisme est souvent source de désengagement. Pour assumer leur noble mission, les médias doivent disposer du recul suffisant. Ils doivent être au bénéfice d'une indépendance exhaustive, aujourd'hui de plus en plus remise en question par la loi et la concurrence du marché, ceci malheureusement.

La diversité médiatique, jadis fleuron de notre pays, s'appauvrit constamment, alors qu'elle est le substrat permettant aux citoyens de se faire une opinion solide et saine. Le débat d'idées se perd, proportionnellement au vu de la force croissante d'éditeurs, alors que le citoyen n'a plus les moyens pour se prémunir contre la risque accru de la manipulation. N'allez pourtant pas déduire de mes propos que je considère les médias comme étant trop puissants. S'il y a problème en la matière, cela est dû d'abord au fait que le monde politique n'exprime plus aussi clairement ses avis et que les opinions restent trop souvent voilées.

Réflexion faite, la Suisse n'est pas réellement en crise, elle est malade tout simplement et souffre d'un manque aigu d'affection. Les quelques motions que nous accepterons dans ce Parlement ne seront qu'un peu de baume sur sa plaie. En fait, notre pays a besoin d'une nouvelle prise de conscience de la part de chacune et de chacun. Rien de ce qui sera entrepris positivement ne sera de trop pour colmater certaines brèches et retrouver l'homogénéité sans laquelle notre pays ne serait pas.

Je vous conjure de tout mettre en oeuvre afin de retrouver ces vraies valeurs et d'honorer notre mandat en souscrivant à toutes les propositions de la commission.

**Thür Hanspeter (G, AG):** Ich äussere mich zu einem konkreten Punkt, nämlich zur Frage der Verwendung der Mundart in den elektronischen Medien. Dem Bericht können wir entnehmen, dass die Sprachenfrage bei den ständerätlichen Hearings mit Vertretern der Medien zu einer lebhaften Auseinandersetzung geführt hat. Die Kommission bedauert, dass Diskussionssendungen in der SRG zu oft in Mundart gesendet würden. Sie liess das Argument der SRG nicht gelten, dass die Sprachwahl nicht viel zur nationalen Klammer beitrage und vor allem die Mundartsendungen der einzige echte Marktvorteil gegenüber der starken ausländischen elektronischen Konkurrenz seien. Diese Haltung ist entweder scheinheilig oder dann naiv. Es gibt ja viele in diesem Saal, die begeistert der Liberalisierung im Medienbereich das Wort reden. Diesen sei mit aller Deutlichkeit gesagt, dass sie mit ihrer Politik der Deregulierung und Liberalisierung im Medienbereich gerade dieser Mundartwelle, die sie dann gleichzeitig bekämpfen, Vorschub leisten. Wer diese Zusammenhänge nicht sehen will, der oder die steckt den Kopf in den Sand. Oder erklären Sie mir, weshalb beispielsweise die Promotoren eines RTL-Fensters in der Schweiz nun darangehen, die amerikanische Serie «Who is here the boss?» auf Mundart zu übersetzen, obwohl diese Serie bereits auf hochdeutsch existiert. Oder erklären Sie die Tatsache, weshalb drei Viertel der Werbung auf Mundart ausgestrahlt werden? Das ist, Frau Jeanprêtre, keine Entscheidung der SRG, das ist eine Entscheidung der Wirtschaft. Die SRG hat diesbezüglich überhaupt keinen Einfluss. Die Gründe sind doch sonnenklar: Wer in der deutschen Schweiz nahe an die

Leute herankommen will, wer ihnen etwas verkaufen will, der sendet in Mundart. Es ist augenfällig, wie der Markt die Sprachenfrage entscheidet, wenn man ihm den freien Lauf lässt.

Natürlich ist das nicht nur eine Frage des Markts. Dahinter steht das Problem einer Bevölkerungsgruppe, die im deutschen Sprachraum eine kleine Minderheit darstellt und ihre kulturelle Identität über ihre eigene und gelebte Sprache, die Muttersprache – die eben mehr ist als ein Dialekt –, definiert. Es ist interessant, wenn man in diesem Zusammenhang die Image-Studie der SRG herbeizieht und dort feststellt, dass gerade die Mundartsendungen von den Leuten als sehr positiv eingestuft werden. Gerade in einem Europa, das sich in einem rasenden Integrationsprozess befindet, darf die identitätsstiftende Bedeutung der Mundart als eigenständiger Sprache nicht unterschätzt werden. Das haben im übrigen auch unsere Bundesräte längst erkannt. Sie verlangen nämlich vom Fernsehen, dass sie ihre Botschaften in Mundart ans Volk richten dürfen. Das machen sie sicher nicht aus der Überlegung heraus, die Welschen vor den Kopf zu stossen. Ich denke, diesem Sachverhalt müsste gerade auch von den Romands mehr Verständnis entgegengebracht werden.

Wie kann man dennoch die Verständigung auf der Ebene der elektronischen Medien verbessern? Ich meine, die Forderung nach vermehrter Verwendung der hochdeutschen Sprache zielt in die falsche Richtung. Aber es ist natürlich klar, dass man in Sendungen, an denen Romands oder Deutsche teilnehmen, ganz selbstverständlich hochdeutsch spricht.

Ein wichtiger Schritt zur Verständigung wird auf der Ebene der elektronischen Medien getan, indem drei unabhängige Vollprogramme in der Schweiz ausgestrahlt werden. Das ist ein wesentlicher Beitrag zum Sprachfrieden in diesem Lande. Das kostet viel Geld, und dafür bezahlt die sprachliche Mehrheit überdurchschnittlich. Das darf auch einmal erwähnt werden, wenn über den Röstigraben gesprochen wird! Die Verständigung unter den Sprachgruppen im elektronischen Medium muss auf anderer Ebene passieren. Es ist eine Illusion zu meinen, in einem mehrsprachigen Land würden im grossen Stil fremdsprachige Sendungen konsumiert. Wir müssen dafür sorgen, dass in den jeweiligen Kanälen das andere zum Ausdruck kommt, dass vermehrt über die anderen Regionen berichtet wird, vor allem, dass in Diskussionssendungen vermehrt Personen aus dem anderen Sprachbereich einbezogen werden, die den Leuten ihre andere Sicht der Dinge authentisch darlegen. Das scheint mir in diesem Zusammenhang sehr wichtig zu sein, und es bringt uns weiter als eine elitäre Diskussion über die Verwendung der Mundart in den elektronischen Medien.

**Bezzola Duri (R, GR):** Stimada duonna presidenta, stimada duonna cusgliera federala, stimadas damas e stimats signuors, tenor glista dals orators stuvess eu e pudess eu discuorrer uossa rumantsch. Per amegliorar però l'incletta in quista sala desist eu e discuor uschè cha tuots e tuottas inclegian.

Damit die Verständigung in diesem Saal während den nächsten sieben Minuten verbessert wird und nicht zuletzt auch zur Entlastung der Übersetzerinnen und Übersetzer wechsele ich auf Deutsch.

Verständigung zwischen den Sprachregionen der Schweiz ist ein wichtiges staatspolitisches Anliegen. Sie ist eine wichtige Voraussetzung für die Erhaltung und Förderung, ja sogar für die Rettung einer gefährdeten sprachlichen Minderheit. Die Verständigung soll sich deshalb nicht nur auf die Überwindung des in der Öffentlichkeit oft diskutierten Röstigrabens beschränken, sondern auch die sprachlichen Minderheiten berücksichtigen. Diese Minderheiten tragen die Hauptlast der Mehrsprachigkeit in der Schweiz. Sie und nicht alle Mehrheiten müssen eine zweite Landessprache möglichst perfekt lernen und beherrschen. Darum ist es Aufgabe des Bundes, bei allen Beschlüssen darauf zu achten, dass auch die kleinen nationalen Sprachminderheiten zu ihrem Recht kommen.

In der Motion der Verständigungskommissionen wird darauf hingewiesen, dass Massnahmen getroffen werden müssen, dass die nötigen Gesetzesänderungen zu unterbreiten sind, damit die im Anhang zum Bericht von den Verständigungs-

kommissionen formulierten Empfehlungen auch verwirklicht werden können. Die Bündner Regierung, zusammen mit der Lia Rumantscha, der Dachorganisation der Rätoromania, hat ein Massnahmenpaket für dringliche Massnahmen zur Stärkung des Rätoromanischen eingereicht. Zur Verwirklichung dieses Massnahmenpaketes ist eine Revision des Bundesgesetzes über Beiträge an die Kantone Graubünden und Tessin zur Förderung ihrer Kultur und Sprache nötig. Wir hoffen, dass die Motion der Verständigungskommissionen die notwendigen Gesetzesänderungen erleichtert, damit dringliche Massnahmen zur Stärkung des Rätoromanischen möglichst bald getroffen werden können.

Die Verständigung und der Austausch zwischen den Sprachregionen spielen auch im neuen Sprachenartikel eine zentrale Rolle. Die Revision wird leider nicht im Sinne unseres Beschlusses der Herbstsession 1993 in Genf erfolgen. Ich hoffe aber, dass die Revision des Artikels 116 der Bundesverfassung sobald als möglich abgeschlossen werden kann, damit in einer Anschlussgesetzgebung die geplanten Massnahmen zur Erhaltung der viersprachigen Schweiz getroffen werden können.

Gemäss Tagesordnung sollten wir heute die parlamentarische Initiative Borel François «Drei Landessprachen im Radio für alle» behandeln. Warum drei Landessprachen für alle und nicht vier? Schliesslich leben weitaus mehr Romanen ausserhalb des Kantons Graubünden als im Kanton selber. Haben nicht auch alle Romanen das Recht, Radiosendungen in ihrer Landessprache überall in unserem Land zu hören? Die Verbesserung der sprachlichen und regionalen Verständigung ist eine wichtige Voraussetzung für die Erhaltung der Viersprachigkeit in unserem Land. Eine bessere Verständigung bildet deshalb auch die Grundlage zur Erhaltung, Förderung und Rettung der gefährdeten sprachlichen Minderheiten.

Ich bitte Sie deshalb, die Motion der Verständigungskommission des Nationalrates sowie die Motion des Ständerates (Rhinow) und das Postulat der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur zu überweisen.

**Carobbio** Werner (S, TI): Confesso che all'inizio dei lavori commissionali il mio scetticismo sull'utilità della commissione era piuttosto grande. Ero e resto dell'opinione che il risultato del voto del 6 dicembre 1992 e le incomprendimenti che esistono all'interno del Paese, trovano delle spiegazioni in molte cause, di cui quella linguistica e culturale non è che una, e molto spesso non la principale.

Tuttavia devo riconoscere che i lavori della commissione hanno permesso di esaminare, almeno dal punto di vista linguistico e della comunicazione, alcuni problemi effettivi di questo disagio, problemi che sono certo di comunicazione, ma che dietro rivelano questioni d'identità politica e culturale. Credo che il problema della comprensione nazionale è multilaterale: non c'è solo un problema di comunicazione Svizzera tedesca/Svizzera romanda, ma c'è anche un problema di comunicazione Svizzera romanda/Svizzera italiana. E mi ha fatto abbastanza piacere l'intervento del collega Rebeaud che questa mattina ha tenuto un discorso autocritico. Anche i Ticinesi a loro volta dovrebbero fare un discorso autocritico, quando hanno una tendenza a porre i loro problemi in termini di semplice richiesta di aiuti e non in termini d'iniziativa politiche.

Per questo devo dire che le proposte della commissione, che approvo, costituiscono secondo me un contributo utile ad affrontare questi problemi, anche se non sono da sole sufficienti per risolverli.

Soprattutto devo dire che ci sono due aspetti che mi preoccupano: uno – in parte l'ha già sollevato la collega Lepori Bonetti – è la relativa prudenza ad affrontare quello che secondo me è un problema fondamentale nella questione dei rapporti di comprensione fra le varie regioni. Si tratta del problema economico e sociale.

Non voglio anticipare il discorso di domani sulla questione della Monteforno. Ma è chiaro che questo tipo di problemi, al di là delle questioni linguistiche e culturali, non può migliorare la comprensione fra le varie parti della Svizzera. Ma non c'è solo il problema della Monteforno, c'è anche la politica delle grandi regie, delle Ferrovie federali, delle PTT.

Perciò stiamo attenti. E' giusto affrontare i problemi linguistici e di comunicazione, però non dimentichiamo che oggi, se non viene impostata seriamente sul piano economico una politica regionale più incisiva, che tenga presenti i problemi delle regioni più deboli; se non viene affrontata una politica sul piano sociale di carattere solidale, credo che, nonostante le proposte della commissione non miglioreremo certo la comprensione fra le varie regioni o fra i vari gruppi sociali.

La seconda preoccupazione, molto rapidamente, è che le proposte della commissione non rimangano lettera morta, perché altrimenti avremo fatto «un bell'esercizio». Vorrei, ad esempio, che a cominciare da noi, qui, nel Parlamento, nell'amministrazione, l'esigenza di rivalutare la lingua italiana come lingua nazionale, la necessità di favorire la presenza a livello degli alti funzionari di rappresentanza delle minoranze linguistiche, si traduca veramente in fatti concreti.

Oppure ad esempio bisognerebbe che le proposte che riguardano il miglioramento dell'insegnamento della conoscenza dei problemi delle varie regioni nelle scuole a livello svizzero, si traducano per la scuola professionale, che è sicuramente una delle scuole che ha più problemi da questo punto di vista, in messa a disposizione del tempo per far questo.

Finché continueremo per ragioni sempre meno comprensibili a limitare agli apprendisti, quindi ai giovani, ai cittadini di domani, il tempo di formazione generale in nome dell'attività pratica, non faremo molti passi avanti in quello che è il miglioramento dalla comprensione fra le regioni e fra i gruppi sociali.

Quindi, approvo le proposte, approvo il buon rapporto della commissione, ma veramente insisto perché dal Consiglio federale al Parlamento si passi poi dalle belle parole agli atti.

**Fasel** Hugo (C, FR): Der Sozialwissenschaftler A. Hirschmann ist in seinem wohl bekanntesten Werk, «Shifting involvements», das ich wieder einmal zur Hand genommen habe, den Gründen nachgegangen, die den inneren Zusammenhalt eines Staatsgebildes in Frage stellen oder umgekehrt ausmachen. Er hat sich also mit jenem Problem auseinandergesetzt, das uns auch in diesem Land mehr und mehr beschäftigt. Im Ergebnis hat Hirschmann festgestellt, empirisch auch überprüfbar, dass der Zusammenhalt innerhalb eines Landes dann schwierig wird, wenn verschiedene Eigenarten und Unterschiede zu Trennlinien gemacht werden, sei es die konfessionelle, die sprachliche, die wirtschaftliche oder die politische Ebene, und diese verschiedenen Trennlinien geographisch am gleichen Ort innerhalb eines Landes verlaufen.

Für die Schweiz heisst dies, dass sich seit dem 6. Dezember 1992 über die Sprachgrenze auch eine politische Grenze, wenigstens eine integrationspolitische, gelegt hat. Dies ist um so bedeutsamer, als umgekehrt gerade jene Elemente wie die Konfession, die in der Vergangenheit verbindend gewirkt haben und quer zu anderen Trennlinien verlaufen sind, an Integrationskraft verlieren.

Es kommt hinzu – und hier sehe ich eine rasch wachsende Gefahr –, dass vor allem die wirtschaftliche Entwicklung die bestehende Trennlinie an der Sprachgrenze verschärft und betont. Die unterschiedlichen Arbeitslosenquoten in jüngster Zeit geben ein eindrückliches Zeugnis davon.

Das Postulat, das ich eingereicht habe, will deshalb gerade bei diesem wirtschaftlichen Aspekt ansetzen, diese Trennlinie nicht auch noch verschärfen helfen. Wenn wir in die Vergangenheit schauen, stellen wir fest, dass auch im Bereich der Infrastrukturvorhaben in diesem Lande zuerst die Verbindungswege Bern–Zürich–Basel usw. gebaut wurden. Später, als dann die Westschweiz Gleiches gefordert hat, geriet sie sogar in Verdacht, antiökologisch zu sein; das wurde dort nicht verstanden.

Ein weiteres Beispiel – um einen Sprung in die Gegenwart zu machen –: Beim Gesetz zum Schutz bedrohter Regionen kommt gerade von einer Grossorganisation mit Sitz in Zürich das Bestreben, einen solchen Unterstützungsmechanismus in der Zukunft zu verhindern. Oder gehen wir weiter in die Zukunft: Wenn die Mittel für «Bahn 2000» nicht ausreichen, dann werden wir – das kann man vorweg behaupten – wohl dort streichen, wo es um den Verbindungsweg Bern–Lausanne gehen wird. Hier müssen wir alles tun, um diese wirtschaftlichen

Gegensätze nicht noch zu verschärfen, und wir müssen alles tun, damit diese Grenze nicht am gleichen Ort verläuft wie die Sprachgrenze.

Zur Rolle des Dialekts: Ich stimme Kollege Rebeaud zu, dass die hochdeutsche Sprache für viele eine Fremdsprache ist. Ich glaube auch, dass einige Angst vor der Dominanz Deutschlands haben und deshalb den Dialekt zur Identitätspflege dringend brauchen. Dann heisst dies aber auch, und das ist eine Gefahr, dass diese Identität in die Isolation führen kann.

Ich möchte aber umgekehrt auch darauf hinweisen, dass nicht jedes gesamtschweizerische Ereignis durch das sprachliche Kriterium allein interpretiert und kommentiert werden darf. Auch hier soll die Alpen-Initiative als Argument dienen. Wir können doch nicht einfach verschweigen, dass 40 Prozent der Stimmenden in der Westschweiz dieser Initiative auch zugestimmt haben und umgekehrt 40 Prozent auf der Deutschschweizer Seite sie abgelehnt haben! Ein Kommentar, der das nicht beinhaltet, sieht nur die Hälfte oder will nur die Hälfte sehen.

Ich möchte es zum Schluss noch plakativ sagen: Wenn Fribourg-Gottéron in den nächsten Tagen Schweizer Meister wird, dann ist das nicht a priori ein Sieg der Westschweiz über die Deutschschweiz – das wäre auch eine Fehlinterpretation –, sondern es ist einfach eine Tatsache, dass Fribourg-Gottéron das Eishockeyspiel besser beherrscht – allerdings auch, weil sie etwas offener sind nach aussen, auch nach Osten hin, was ihnen jetzt zugute kommt.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen  
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 13.05 Uhr  
La séance est levée à 13 h 05*

## **Sammeltitel Sprachliche Verständigung**

### **Titre collectif Compréhension linguistique**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1994
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	15.03.1994 - 08:00
Date	
Data	
Seite	362-378
Page	
Pagina	
Ref. No	20 023 781

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.